

**LE SPORT**

**Une autre tête tombe chez les entraîneurs**

Après Mike Keenan, des Flyers, et Jean Perron, du Canadien, c'est au tour de l'entraîneur Jacques Martin de se retrouver sans équipe à diriger. Martin a été congédié hier par les Blues de St. Louis, mécontents de l'élimination rapide de l'équipe en séries éliminatoires lors des deux dernières saisons.

Page S-2



Grégoire Biron

**Dans le Vieux-Québec**

**Le commerçant Biron affiche en anglais « pour survivre »**

L'homme d'affaires québécois, Grégoire Biron, qui possède plusieurs édifices et trois commerces dans le Vieux-Québec, pratique l'affichage bilingue et unilingue anglais « pour ne pas aller contre sa clientèle, anglophone à 75 pour 100 », même s'il sait très bien qu'il se place ainsi dans l'illegalité. Selon Biron, ce sont les touristes américains et anglo-canadiens qui font vivre les commerçants du Vieux-Québec. « Si ma clientèle était à majorité allemande, j'afficherais en allemand, a-t-il affirmé à notre journaliste Pierre Boulet.

Page A-3

**Achetons ANTIQUITÉS**

Meubles anciens de tous genres, successions, tableaux de grande valeur, bronze, argenterie, etc. Payons très bons prix, allons partout, acceptons frais virés. Composés un seul numéro: 832-1930

**LE SOLEIL**

MERCREDI 18 MAI 1988  
QUÉBEC, 92e année, no 140

90 pages, 7 cahiers + 1 tabloïd  
Iles de la Madeleine-Gaspé-Rivière-au-Renard-Perce-Abitibi 50c

Livraison à domicile (7 jours) 3.00\$ 35c

**LOU-TEC**  
Louer. C'est une brillante idée!  
ST-GEORGES B.C.E. 228-1718  
LÉVIS 835-3343  
QUÉBEC 687-5759  
CHARLESBOURG 627-1331  
EQUIPEMENT DE CONSTRUCTION, RESIDENTIEL, INDUSTRIEL, PARTY, TENTE

**LES ARTS**

**LE SOLEIL À CANNES**

**Un visage sévère du monde...**

Les habitués de Cannes affirment que le festival n'a jamais révélé un visage aussi sévère du monde à travers ses images. Ce n'est pas qu'on s'ennuie sur cette partie de la Côte d'Azur. Mais la sélection témoigne d'un monde tourmenté. Outre une production relatant le procès de Klaus Barbie, les projections d'hier marquaient aussi le retour de Tony Curtis à l'écran, sous les traits d'un cinéaste rongé par le remords d'avoir tourné un film de propagande anti-sémitisme sous Hitler. Léonce Gaudreault raconte.

Page F-1

LÉONCE GAUDREULT



**SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE**

**Député échaudé craint les promesses**

Ministres et députés libéraux de Robert Bourassa restent de pierre devant la cour que leur font les émissaires de John Turner pour les convaincre de sauter dans l'arène fédérale. Seul le député d'arrière-ban Mark Assad a cédé aux avances

Page B-4

J-JACQUES SAMSON



**LE SOMMAIRE**

- Annonces classées ..... G-1 à G-10
- Arts ..... F-1 à F-5
- Bridge ..... G-5
- Consommation. Cahier D
- Crayons de soleil ..... E-6
- Décès ..... G-11
- Dossiers ..... B-5
- Economie ..... E-1 à E-5
- Editorial ..... B-4
- Horoscope ..... G-5
- Monde ..... B-5 à B-7
- Mots croisés ..... G-2
- Mot mystère ..... G-2
- Où aller à Québec ..... F-2
- Patron ..... G-10

**LA MÉTÉO**



Ensoleillé avec passages nuageux. Maximum de près de 18. Demain: peu de changement.

Détails, page G-1

**La chaîne Le Printemps vient s'établir à Québec**

**Après la France, le Japon, les E.-U. et l'Arabie saoudite... c'est le Canada!**

**EXCLUSIF**

Le « Printemps », le plus parisien des grands magasins français, s'installera dans la « grande place », à Québec, servant ainsi l'image de marque du nouveau centre commercial de la Basse-Ville en voie de réalisation. La chaîne « Au Printemps » s'installera simultanément au Centre Rideau, à Ottawa.

par Louis-Guy LEMIEUX

C'est ce qu'ont confirmé, hier, des sources sûres proches du projet de la « grande place ». Les promoteurs de ce projet tant attendu à Québec (Citicom, Laurent Gagnon inc. et La Laurentienne) auraient déjà signé avec le magasin Printemps les contrats pour leur installation à Québec et à Ottawa.

Selon nos renseignements, le maire de Québec, Jean Pelletier, rendra publique d'ici 15 jours la première maquette de la future « grande place ». Il compte en profiter pour annoncer avec des superlatifs l'arrivée dans la capitale de la « qualité française » dans la vente au détail que représente le Printemps.

Le projet de la « grande place » représente, maintenant, un investissement de plus de \$300 millions, selon ses promoteurs.

Le Printemps se situe dans la catégorie haut de gamme des grands magasins en France.

Lire A-2, PRINTEMPS...

**UN « MONUMENT » PARISIEN CONNU DES TOURISTES**



Le siège du magasin le Printemps, boulevard Haussmann, à Paris, tout près de l'Opéra, est un monument bien connu des Parisiens et des touristes du monde entier. Sa silhouette « modern style », revampée au début des années 1980, ne dissimule pas le gigantisme de sa surface de vente. Le Printemps se veut le représentant de la « qualité française » et du « style français ».

**Le sachet de cocaïne Stupéfait, le maire de Charlesbourg craint un coup monté**

Stupéfait par la découverte d'un sachet rempli de quelque 46 grammes de cocaïne dans le vestiaire de la centrale de police de Charlesbourg, le maire de la ville, M. Ralph Mercier s'interroge. S'agit-il d'un coup monté pour détourner l'attention des enquêteurs de la Commission de police ou du geste d'un prévenu qui aurait voulu se débarrasser du paquet compromettant ou d'une pièce à conviction laissée là par un enquêteur? M. Mercier attend de savoir à quoi s'en tenir avant de prendre les mesures qui s'imposent.

Page A-3



M. Ralph Mercier

**En colère, les personnes atteintes du sida accusent Ottawa de les avoir trahies**

Page A-9



Jean Garon

**Agression contre le député Garon**

Le député de Lévis à l'Assemblée nationale, M. Jean Garon, a été agressé par un individu, dimanche, sur le terrain de stationnement du complexe sportif de Lévis. Interpellé par un inconnu, le député péquiste a reçu de solides coups de poing au visage pour finalement crouler au sol. Il s'agissait du premier geste de violence dont est victime l'homme politique qui aurait déposé une plainte à la sûreté municipale de Lévis.

Page A-4

**Une carte de Noël postée à Beauport met 5 mois pour parvenir à Val-Bélair**

Une carte de Noël, postée à Beauport en décembre 1987, a mis cinq mois pour parvenir à Val-Bélair. Normalement, le courrier acheminé par la Société canadienne des postes met tout au plus deux jours pour franchir cette distance d'à peine une vingtaine de kilomètres.

par Guy DUBÉ

Recevoir une carte de Noël en plein mois de mai est quand même exceptionnel. « Je croyais que ma marraine me jouait un tour », témoignait, hier, la petite Dominique Dumas, huit ans, à qui la carte était destinée. Sa

marraine, Mme Carole Dumas, de Beauport, écrivait notamment dans ses vœux: « J'espère que le Père Noël l'apportera tout ce que tu désires. »

« Heureusement que le Père Noël est plus vite que Poste Canada », raconte la mère de la fillette, Mme Françoise Dumas, de la rue d'Italie, à Val-Bélair. Elle ajoute qu'en mars dernier, sa voisine a reçu elle aussi une carte de Noël, postée à Jonquière dans le temps des Fêtes.

Pourtant, l'enveloppe était bien adressée: les noms, les rues et les codes postaux de la destination.

Lire A-2, NOËL...



La petite Dominique Dumas, avec sa carte de Noël reçue en plein mois de mai. Elle croyait que sa marraine lui jouait un tour.

# Steinberg exige de ses salariés une paix industrielle de six ans

Les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) représentant les 12.000 employés des magasins Steinberg ont finalement reçu, hier, une proposition officielle de la compagnie Steinberg Inc.

par Brigitte BRETON

Selon des informations obtenues par LE SOLEIL, la compagnie exigerait des salariés une paix industrielle de six ans, une augmentation de la durée de la semaine de travail qui passerait de 37 à 38 heures, d'importantes baisses de sa-

laire, de nouvelles échelles de salaire, des modifications au régime d'assurances, le retrait du droit de grève pour le remplacer par l'arbitrage obligatoire et un régime de bonis aux employés.

La proposition de 20 pages transmise au syndicat ressemblerait en plusieurs points à celle dévoilée en avril par l'ex-président de la section 500 des TUAC (région de Montréal), M. Jacques Toupin. Steinberg avait nie par la suite avoir exigé de telles concessions de la part des syndiqués.

Selon M. Marcel Tremblay, président de la section 503 des

TUAC - région de Québec - c'est la première fois que l'entreprise formule par écrit des demandes précises aux travailleurs. Auparavant, les échanges entre la direction de Steinberg et les représentants syndicaux avaient toujours été informels.

Hier soir, le bureau de direction de la section 500 analysait la proposition reçue en après-midi. Au même moment, à Québec, une assemblée d'information attirait plus de 200 des 700 employés des magasins Steinberg de l'agglomération de Québec. Ils n'ont toutefois pas été informés du contenu de l'offre

de l'employeur. Le président Tremblay a soutenu que le bureau de direction syndical devait étudier soigneusement le document avant de le soumettre aux salariés. Ces derniers n'ont d'ailleurs pas exigé plus de précisions.

M. Tremblay a signalé que la section 503 se donnait 15 jours pour analyser et soumettre la proposition à ses membres. La compagnie n'aurait pas fixé de date précise aux représentants syndicaux, préférant parler de délais raisonnables. Le président de la section 503 ignorait, hier soir, s'il ferait des recommandations aux syndiqués.

# Ottawa participera à un pont aérien de 3 mois, en Éthiopie

OTTAWA (AFP) - Le Canada va prendre part à un pont aérien de secours alimentaires, placé sous l'égide des Nations unies, dans les provinces éthiopiennes de l'Erythrée et du Tigré, ont annoncé, hier, à Ottawa, les ministres canadiens des Relations extérieures et de la Défense, Mme Monique Landry et M. Perrin Beatty.

Deux avions Hercules C-130 et une soixante de militaires des Forces armées canadiennes participeront à cette opération qui doit débuter en juin et se poursuivre jusqu'à la fin du mois

d'août. Cette décision fait suite à l'expulsion par le gouvernement d'Addis-Abeba de tous les organismes d'aide étrangers oeuvrant en Erythrée et au Tigré, deux provinces en grande partie contrôlées par des rebelles autonomistes et où plus de trois millions de personnes sont menacées ou victimes de la famine, du fait de la guerre et de la sécheresse.

Ottawa versera environ les deux-tiers des fonds requis pour cette opération évaluée à \$6,5 millions.

# André Ouellet succède à Rizzuto pour présider la campagne libérale

OTTAWA (PC) - Le chef libéral John Turner a choisi André Ouellet, un policier chevronné, pour coprésider la campagne électorale du parti en remplacement du sénateur Pietro Rizzuto, a révélé, hier, Radio-Canada.

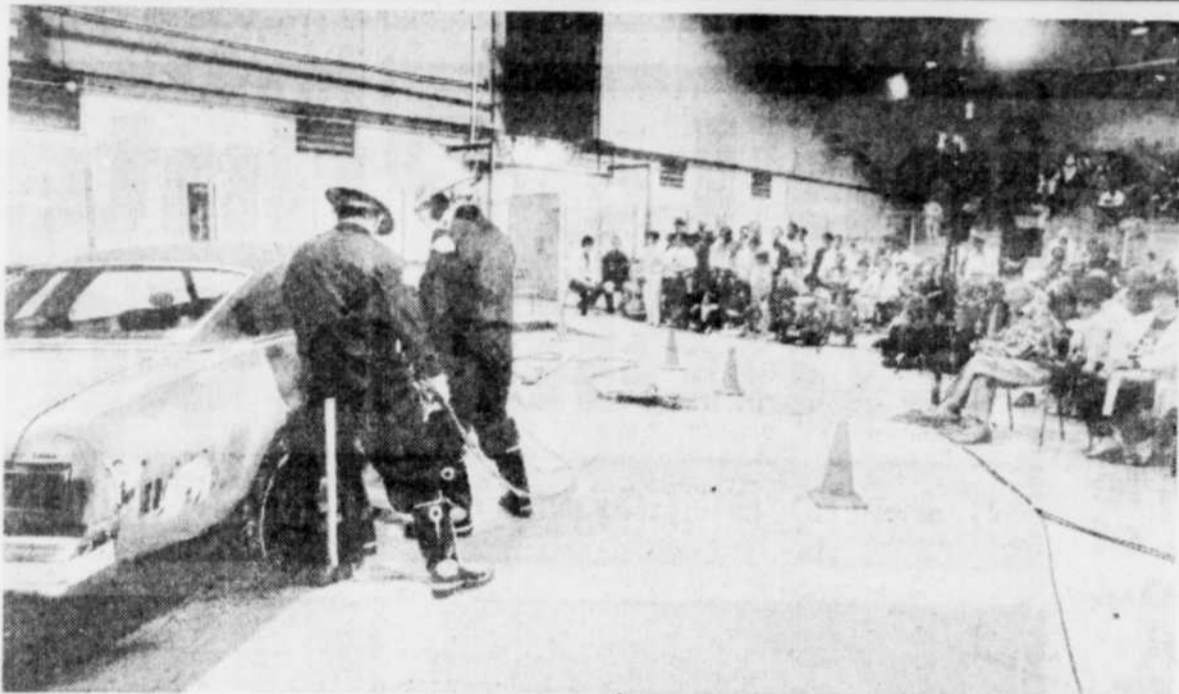
M. Ouellet, un organisateur expérimenté qui siège aux Communes depuis 21 ans, travaillera de concert avec le sénateur Al Graham pour préparer le parti libéral à la prochaine élection fédérale, prévue pour l'automne ou le printemps prochain. Le sénateur Rizzuto a dû démissionner de son poste au début du mois à la suite d'une tentative de putsch orchestré par une vingtaine de députés libéraux insatisfaits du leadership de M. Turner.

Radio-Canada a ajouté que le comité des finances du parti doit se réunir aujourd'hui à Toronto pour définir une stratégie afin de rembourser l'importante dette du parti.

Selon le projet envisagé, les libéraux parcoureraient le parti pour vendre des obligations dans le but de racheter la dette du parti actuellement dans les mains des banques.

## Au rendez-vous

De nombreux citoyens de Sainte-Foy et de Cap-Rouge étaient au rendez-vous, hier soir, à la salle de l'anneau de glace Gaetan-Boucher, invitation lancée par leurs policiers avec le mouvement Protection du voisinage à l'occasion de la Semaine de police. Ils ont pu assister à différentes démonstrations dont celle-ci avec l'appareil de désincarcération sur une auto accidentée. La mairesse Andrée Boucher a profité de l'occasion pour honorer des citoyens qui ont contribué au maintien de la sécurité et de la paix publique. Les visiteurs ont aussi pu bénéficier de nombreux renseignements sur divers sujets, comme la sécurité routière, la prévention du crime et des incendies.



Le Soleil, Yvon Mongrain

## SUITES de la première page

### PRINTEMPS...

Fondé à Paris, il y a plus de 100 ans, et situé à deux pas de la place de l'Opéra, au 64, boulevard Haussmann, les magasins du Printemps ont été complètement «remodelés» suivant l'optique des «plus grands designers des années 80», dit la publicité de l'entreprise.

Les trois bâtiments qui forment aujourd'hui les magasins du Printemps à Paris comprennent : Le Printemps de la Mode, entièrement consacré à la mode féminine et enfantine; le Printemps de la Maison, voué à la décoration; et Brummell, du côté de la gare Saint-Lazare, dévoué à la mode masculine.

Le Printemps veut se donner maintenant une dimension internationale avec des succursales au Japon, aux États-Unis, en Arabie saoudite et, bientôt, au Canada.

### NOËL...

nataire et de la destinatrice figurent respectivement sur la face et à l'endos. Elle était affranchie d'un timbre-poste de 36 cents.

Quant au timbre, il n'a été oblitéré que le 13 mai (vendredi dernier), au bureau de poste de Québec, avec la mention, en rouge, «dépêche lettre».

Informée de ce long retard de cinq mois pour l'acheminement d'une simple carte de Noël, la porte-parole de la Société canadienne des postes à Québec, Hélène Barnard, précise qu'il est très rare, voire exceptionnel, qu'un tel incident se produise.

Le bureau de poste de Québec traite de 1,2 à 1,6 million de pièces chaque jour, indique Mme Barnard, et c'est la première fois, affirme-t-elle, que la société reçoit une plainte en ce sens.

La lettre a dû rester coincée dans le fond d'un sac servant au transport du courrier, Mme Barnard ne voit pas d'autre explication. «Il peut arriver qu'une lettre reste accrochée dans le fond d'un sac, mais ça arrive rarement, très rarement.»

Cette histoire n'est pas sans rappeler celle d'une lettre qui avait été postée en Europe, pendant la dernière Guerre mondiale, et qui n'est arrivée à destination, aux États-Unis, que l'an dernier seulement.

## POUR MIEUX CONSOMMER...

### LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30  
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

### LE SOLEIL

ABONNEMENTS: 647-3333

Extérieur (sans frais) 1-800-463-2362

Lundi au vendredi: de 7h00 à 17h30. Sam. et dim.: de 8h00 à 12h00

ANNONCES CLASSÉES: 647-3311

Lundi au vendredi: de 8h30 à 17h30

RÉDACTION: 647-3394

Lundi au vendredi: de 8h30 à 23h00

Samedi: de 12h00 à 23h00

Dimanche: de 14h00 à 23h00

RENSEIGNEMENTS: 647-3233

Heures d'ouverture: Lundi au jeudi de 8h30 à 16h30,

le vendredi de 8h30 à 16h00

Le Soleil, 390, rue St-Vallier est, Québec G1K 7J6

## LE 31 POUR HOMME



- ▶ achat spécial
- ▶ de notre collection de vestons déstructurés

### BLAZER-CHEMISE ÉCUSSON BRODÉ 69.95

dans la série des poids-plume pour l'été le style blazer-chemise, ultra-léger, ultra-souple en popeline de coton légèrement glacé... une coupe plus ample, une forme plus carrée pour une nouvelle proportion avec des bermudas. marine, sable, gris. p.m.g. rég. 110.00

porté avec bermuda à rayures 39.95



- ▶ exclusif au 31
- ▶ larges rayures club

### NOTRE TEE-SHIRT COL POLO 29.95

exclusivement pour le 31, le pull en maille piquée pur coton... les larges rayures contrastantes... le rouge, le vert foré, le bleu et le kaki éclatent sur le blanc. forme ample, col et bord des manches en tricot côtelé. p.m.g.tg. rég. 50.00



### signé ralph lauren LE MAILLOT BOXEUR RAYURES DRAPEAU

coupe d'éclat sur les maillots forme boxer... les rayures-drapeau en marine, rouge ou vert vif éclatent sur le blanc pur du coton glacé avec la griffe polo U.S.A. à la verticale en contraste. p.m.g.tg. 55.00

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 17 mai  
6-0-0  
9-0-0-8

la maison  
**simons**

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

nos trois magasins sont ouverts du lundi au mercredi de 9.30 hres à 17.30 hres le jeudi, vendredi de 9.30 hres à 21 hres et le samedi de 9.30 hres à 17 hres

## Dans le Vieux-Québec Un commerçant ne se gêne pas pour afficher en anglais

♦ L'homme d'affaires Grégoire Biron, qui possède plusieurs édifices et trois commerces dans le Vieux-Québec, pratique l'affichage bilingue et unilingue anglais, même s'il sait très bien qu'il se place ainsi dans l'illégalité. « Il y a des endroits particuliers où, à cause de notre clientèle, on ne peut pas faire autrement que d'outrepasser la loi », commente-t-il.

par Pierre BOULET

M. Biron est bien connu à Québec... et pas seulement parce qu'il est le frère de Rodrigue Biron, ex-leader de l'Union nationale et ex-ministre péquiste. Grégoire Biron a eu sa propre carrière politique. Il a en effet porté les couleurs de l'Union nationale lors de l'élection partielle de 1979, dans Jean-Talon. Il rappelle aussi qu'il a milité dans le camp du « non », lors du référendum de 1980. Plus récemment, il s'est fait le promoteur d'un plan de réaménagement et de revitalisation de la rue Garneau, dans le Vieux-Québec.

C'est à la suite de l'appel d'un lecteur que LE SOLEIL s'est rendu,

hier, à deux boutiques appartenant à M. Biron — La Petite Boutique et La Corriveau —, dans la rue Garneau.

Au premier endroit, une affiche placardée dans la porte annonçait en gros caractères « CLOSING SALE »; l'affiche était surmontée de la traduction française en petits caractères « Vente de fermeture ». L'intérieur de la boutique était aussi placardé d'affiches bilingues. À l'entrée du second commerce, on pouvait lire l'affiche unilingue anglaise « ANTIQUES, HANDICRAFT, GIFTS ».

« Si je fais ça, ce n'est pas parce que je veux aller contre la loi. C'est tout simplement parce que je ne veux pas aller contre ma clientèle, qui est anglophone à 75 pour 100 », commente Grégoire Biron. Selon lui, ce sont d'abord les touristes américains et anglo-canadiens qui font vivre les commerçants du Vieux-Québec. « Si j'affichais en français, ils ne comprendraient pas. »

« Si ma clientèle était à majorité allemande, j'afficherais en allemand, ajoute-t-il. Et si j'étais dans un centre commercial de banlieue,

j'afficherais seulement en français. »

Et l'illégalité?

Grégoire Biron n'en admet pas moins qu'il contrevient actuellement aux articles de la Loi 101 sur la langue d'affichage. D'ici à ce que la Cour suprême se soit prononcée sur la Charte québécoise de la langue, les commerçants du Québec, en effet, sont tenus de n'afficher qu'en français.

Jusqu'à maintenant, M. Biron affirme qu'aucune plainte n'a été déposée contre lui auprès de la Commission de protection de la langue. Si cela devait arriver, il n'hésiterait pas, dit-il, à s'adresser aux tribunaux pour défendre son point de vue. Et il mobiliserait alors les commerçants du Vieux-Québec autour de cette cause commune.

L'homme d'affaires a d'ailleurs une vision bien personnelle du respect ou de la transgression d'une loi. S'appuyant sur le fait que « la majorité des commerçants du Vieux-Québec recourent ou voudraient recourir à l'affichage bilingue », M. Biron croit que « lorsqu'une loi n'est pas respectée dans

un certain milieu, c'est qu'elle mérite d'être changée ».

« La loi doit refléter l'idée de la majorité », ajoute Grégoire Biron. Et dans le Vieux-Québec, la majorité des propriétaires de boutiques vous diront que pour survivre, il faut afficher en anglais. »

Va pour la majorité des commerçants *intra muros*. Mais ce point de vue représente-t-il l'opinion de la majorité des Québécois, au moment même où le débat sur la langue reprend du poil de la bête? « Je n'ai pas le sentiment d'aller à l'encontre de la volonté de la majorité de la population, rétorque Grégoire Biron. La population doit comprendre que le tourisme est l'industrie qui crée le plus d'emplois dans la région. »

Enfin, à l'heure où l'affichage en anglais refait perceptiblement et illégalement surface à Québec, le directeur général de la SIDAC du Vieux-Québec, M. Michel Lee, déclare que « rien n'a été fait ni a été dit à ce sujet » au sein de l'organisme. « Ce n'est pas dans nos priorités. Nous avons d'autres chats à fouetter qui nous préoccupent davantage », conclut le porte-parole des gens d'affaires. ♦



Grégoire Biron, du commerce « La Corriveau », dans le Vieux-Québec, ne veut pas aller à l'encontre de sa clientèle à majorité anglophone. Alors, « CLOSING SALE »! Notons, cependant, que peu de temps après le passage du photographe du SOLEIL, l'affiche en question avait disparu...

## Cocaïne trouvée dans le vestiaire des policiers de Charlesbourg Le sachet a été confié, pour analyse, à un labo de Montréal

♦ Le contenu du sachet trouve, en fin de semaine, sur le dessus d'un casier du vestiaire des policiers de Charlesbourg a été envoyé, hier, au Laboratoire de police scientifique de Montréal, pour être analysé, pendant que les agents de l'Escouade régionale de la moralité de la Sûreté du Québec poursuivaient leur enquête pour éclaircir cette affaire. En attendant le résultat de leurs recherches, c'est le mutisme total tant à la direction de la police de Charlesbourg qu'à la SQ sur le déroulement de cette enquête.

par Michel TRUCHON

« Ça ne sert à rien d'échafauder une série d'hypothèses ou d'essayer de trouver une explica-

tion en se fondant sur des spéculations », a dit, hier, le directeur du service de protection publique de Charlesbourg, M. Jacques Marchand, qui a toutefois confirmé qu'une analyse préliminaire faite par la SQ avait permis d'établir qu'on se trouvait bel et bien en présence de cocaïne, même si on ne pouvait en préciser la pureté. Quant à la quantité trouvée, selon M. Marchand, elle est de 46 grammes, et la valeur dépend de la qualité du produit.

M. Marchand n'a pas nié une information voulant que le sachet découvert, vendredi soir, par deux agents, ait été couvert de poussière, ce qui voudrait dire qu'il était là depuis un bon bout de temps.

Pour sa part, l'inspecteur Donald Rodrigue a montré, hier, aux

représentants du SOLEIL, l'endroit où les policiers ont aperçu le sachet, alors qu'ils essayaient de trouver un trousseau de clefs. Le sac se trouvait juste au milieu de deux rangées de casiers adossés dans le vestiaire des policiers (il s'en fallait de peu, en fait, pour qu'il ne glisse entre les casiers), devant les cases 38 et 48, au rez-de-chaussée de la centrale située dans le quartier Orsainville, un secteur à circulation restreinte où le public n'est pas admis. C'est en grimpaant sur un banc que les agents ont aperçu le sachet, vendredi soir. Du sol, on ne peut apercevoir le dessus des casiers, situé à près de deux mètres.

Le corridor entre les casiers est le deuxième à partir de la porte, à environ trois mètres de celle-ci. Cette porte donne sur un

autre corridor, par lequel on fait passer les personnes que l'on amène à la centrale. Une hypothèse veut qu'un prisonnier ait lancé le sachet compromettant à cet endroit, avant d'être fouillé. Cela pourrait être possible, dit-on, car l'attention du policier escortant un détenu peut être trompée quand il ouvre la porte du bloc cellulaire.

Ils ont immédiatement prévenu leur sergent de l'affaire. Étant donné que les autorités étaient en congé en fin de semaine, le dossier a été transmis, lundi matin, au directeur Marchand. C'est lui-même qui est allé le porter à la Sûreté du Québec.

Le directeur Marchand doute cependant que la drogue ait pu être oubliée là par un policier venant d'effectuer une saisie. Selon lui, on ne passe pas par le vestiaire quand on arrive au poste à la suite d'une saisie. Et, de dire M. Marchand, les dossiers ne font pas état de récente saisie de drogue. « De toute façon, les stupéfiants, chez nous, ne sont pas gardés plus que quelques heures à la centrale, ils sont transférés à la Sûreté du Québec. Je ne vois pas ce qu'une vérification de l'inventaire des pièces à conviction pourrait donner. »

Pour sa part, le président de l'Association des policiers-pompier de Charlesbourg, M. Normand Rainville, s'est dit étonné par cette nouvelle qu'il a apprise par la télévision, lundi soir. « Je suis tout aussi étonné que les patrons et je n'ai aucune idée de ce qui a pu se passer. Je vais suivre l'affaire de près, mais je déplore que ce soient encore nos membres ou notre corps de police qui vont écoper. »

Comme tout le monde, M. Rainville attend les résultats de l'enquête de la SQ et dit avoir hâte d'apprendre l'importance de la drogue qui a été trouvée par les deux agents, des policiers comptant plusieurs années d'expérience et réputés pour leur honnêteté.

« C'est encore une fois une histoire qui va contribuer à salir et à miner la crédibilité des policiers. Il s'agit d'une affaire qui aurait sans doute été banale si elle ne s'était pas déroulée dans un poste de police. Bien sûr que comme agents de la paix nous devons donner l'exemple, mais nous faisons notre possible pour être des citoyens irréprochables », dit le président des agents de Charlesbourg.

Selon lui, toutes les hypothèses sont possibles, qu'il s'agisse du fruit d'un geste de frustration, de vengeance, de négligence ou le résultat d'une action posée par un détenu.

M. Rainville n'est, par contre, pas surpris que ce soit en cherchant des clefs de véhicule de patrouille que les agents aient découvert la drogue. « Il arrive que, lors des relèves, des patrouilleurs oublient des clefs sur le dessus des casiers. » ♦



L'inspecteur Donald Rodrigue, responsable de la section des enquêtes à la police de Charlesbourg, montre l'endroit où deux patrouilleurs ont trouvé un sachet de 46 grammes de cocaïne, dans le vestiaire de la centrale de police.

## « J'aurais préféré qu'il s'agisse d'un paquet de soda » (Mercier)

♦ La découverte d'un sachet rempli de quelque 46 grammes de cocaïne dans le vestiaire de la centrale de police de Charlesbourg a tout pour semer le doute dans la population sur la crédibilité du corps de police municipal.

par Yves THERRIEN

Cependant le maire de Charlesbourg, M. Ralph Mercier, s'interroge. S'agit-il d'un coup monté pour détourner l'attention des enquêteurs de la Commission de police, du geste d'un prévenu qui aurait voulu se débarrasser du paquet compromettant ou encore de l'oubli d'un enquêteur qui au-

rait laissé une pièce à conviction à cet endroit?

La Sûreté du Québec fait enquête et le maire n'a pas l'intention d'agir ou de tirer de conclusion tant que les résultats de l'enquête ne seront pas connus. Tout de même stupéfait par cette découverte, M. Mercier affirme qu'il ne tolérerait pas qu'un policier soit mêlé à une affaire de drogue.

« J'aurais préféré qu'il s'agisse d'un paquet de soda ou de poudre à pâte, lance M. Mercier. La centrale de police, ce n'est vraiment pas l'endroit pour le trafic de stupéfiants. Lorsque nous saurons à quoi nous en tenir, nous pren-

drons les mesures nécessaires pour corriger la situation. »

Depuis quelques temps, le climat n'est pas des plus roses à la centrale de police. Récemment, le conseil municipal avait demandé l'intervention de la Commission de police pour faire la lumière sur le service des enquêtes criminelles.

Auparavant, cette même commission avait fait de nombreuses recommandations visant à corriger certaines lacunes du service de police. Ce qui avait mené à une réforme. Même si certains problèmes demeurent, M. Mercier soutient que bon nombre de recommandations ont été mises en application. ♦

## Les anesthésistes de l'hôpital du St-Sacrement ont repris le travail

♦ La situation est redevenue normale, ce matin, au bloc opératoire de l'hôpital du Saint-Sacrement, alors que les anesthésistes, qui avaient débrayé hier, ont décidé de reporter leur action au 31 mai, au moment où le rapport financier de l'hôpital sera déposé devant le comité des finances.

par Jean-Claude PAQUET

Les sept anesthésistes du centre hospitalier réclament l'embauche de quatre techniciens en anesthésie, pour un total de huit, soit l'équivalent d'un technicien par salle d'opération. Ce nombre correspondrait à la norme existante dans la plupart des hôpitaux de la région de Québec.

À la suite du débrayage d'hier, le président du conseil d'administration de l'hôpital, Me Serge Vermette, a tenu une réunion avec les principaux intéressés, au cours de laquelle il a fait un exposé de la situation et demandé aux anesthésistes de surseoir à leur demande jusqu'à la fin du mois, lorsque le comité des finances de l'hôpital étudiera la possibilité de procéder aux engagements réclamés.

Au cours d'une rencontre à huis clos à la suite de cette réunion, les anesthésistes ont décidé de reporter de deux semaines leur mouvement de débrayage et d'attendre la décision qui pourrait alors être prise par la direction.

Le Dr Yves Denault, chef du service d'anesthésie, a précisé que la décision des anesthésistes s'appuie sur le fait que le Conseil d'administration et la direction générale de l'hôpital reconnaissent le bien-fondé de la demande des anesthésistes et qu'ils sont prêts à travailler de concert pour obtenir du gouvernement les budgets nécessaires afin de procéder à ces embauches.

Le bloc opératoire de l'hôpital du Saint-Sacrement compte sept salles d'opération et sept anesthésistes qui y travaillent quotidiennement, mais seulement quatre techniciens en anesthésie, obtenus de haute lutte, il y a deux ans, précise le Dr Denault.

Le rôle de ces techniciens, explique le Dr Denault, est d'assister l'anesthésiste au cours des interventions. Ils préparent les médicaments, les solutés, les transfusions sanguines; ils s'occupent de l'entretien et de la vérification des appareils et sont autorisés à surveiller les paramètres vitaux inscrits sur les écrans lorsque l'anesthésiste doit s'absenter pour surveiller un patient à la salle de réveil ou lorsque les circonstances l'exigent. On peut noter ici que les anesthésistes dirigent environ 1,000 anesthésies par année.

Une cinquantaine d'interventions chirurgicales sont effectuées quotidiennement à l'hôpital du Saint-Sacrement. Avec la présence d'un seul anesthésiste, lundi, on n'a procédé qu'aux interventions d'urgence, soit cinq ou six, mais la situation revenait à la normale dès ce matin. ♦

## Thérèse Lavoie-Roux refuse d'intervenir

♦ La ministre de la Santé et des services sociaux, Mme Thérèse Lavoie-Roux, refuse d'intervenir dans le conflit qui oppose les anesthésistes à la direction de l'hôpital du Saint-Sacrement.

par Michel DAVID

« Il s'agit d'un problème interne entre l'administration et les anesthésistes. Il sont en discussion et, pour le moment, je n'ai pas l'intention d'intervenir », a-t-elle déclaré, hier, à l'Assemblée nationale.

Lui rappelant la longueur des listes d'attente dans la région, le chef de l'Opposition, M. Guy Chevrette, lui a demandé comment elle pouvait tolérer la paralysie de six des sept salles d'opération de Saint-Sacrement, en raison du litige sur l'embauche des quatre inhalothérapeutes réclamés par les anesthésistes.

« Je peux assurer la population que nous répondons aux besoins dans les cas des urgences, a répondu la ministre. Les salles d'opération de Saint-Sacrement ne sont pas les seules dans la ville de Québec. La situation sera suivie de près, mais il y a des problèmes qui sont de régie interne et on doit leur donner la chance de se régler au plan interne. » ♦

## \$634,000 pour les dommages causés à l'église St-Roch

♦ La cour supérieure accorde \$634,583.30 à la fabrique de la paroisse Saint-Roch pour compenser les dommages causés à l'église au moment de la construction du stationnement municipal de la Chancelière. Ce stationnement souterrain de la rue Saint-François a été construit ... à 15 pieds des fondations de l'église Saint-Roch. Avant et pendant les travaux d'excavation, en 1975, personne, ni l'ingénieur de la ville de Québec ni celui de la firme d'entrepreneurs, ne s'est inquiété de l'église tout à côté du chantier de construction.

par Louise LEMIEUX

Le juge René Letarte accorde à la fabrique les \$250 000 qu'elle réclamait en 1977, au moment de l'inscription de la cause. Avec les intérêts, ce montant grimpe à \$634,583.30. Même si, en tant que propriétaire du stationnement fauteur de troubles, la ville de Québec est responsable des dommages causés à l'église Saint-Roch, ce sont les entrepreneurs qui paieront la note. Le juge Letarte estime le bureau d'ingénieurs Vandry et Jobin responsable pour un tiers des dommages, les sous-traitants Pétrifond fondation limitée devant en assumer les deux tiers.

L'église Saint-Roch, dont la construction s'est étalée de 1915 à 1920 a pourtant été bâtie solidement. Elle a résisté à un tremblement de terre (en 1925), à l'aménagement du mail centre-ville dans les années 60, aux travaux de construction de l'hôtel Holiday Inn et du stationnement de la Place Jacques-Cartier. Mais les travaux d'excavation du stationnement municipal sous l'immeuble à logements La Chancelière ont eu raison de la robustesse du saint édifice: le mouvement du sol a entraîné le déplacement du transept (plancher du rez-de-chaussée entre la nef et le chœur de l'église), causant pour \$250 000 de dommages (en argent de 1975) à la structure de l'édifice.

Curieusement, fait remarquer le juge René Letarte qui a présidé au procès, le maître d'oeuvre de ces travaux, ne s'est nullement inquiété à l'époque, des dommages possibles

à l'église à côté du chantier. « Les problèmes de l'église ne m'intéressaient pas ... pour nous autres, l'église ça ne bougeait pas ... », a déclaré au procès l'entrepreneur général. Malgré les recommandations d'un rapport indépendant, personne, ni à la ville ni chez les entrepreneurs, ne fit la moindre vérification de la fondation de l'église. Le sacristain remarque les dommages

Le sacristain de la paroisse, Lucien Bilodeau, habite à quelques pas de l'église. Dès le début des travaux, en 1975, M. Bilodeau remarque les dommages de plus en plus visibles de l'église: première manifestation, le décollage d'une dalle de pierre qui reçoit les eaux du toit. Puis, ce sont les tuiles du plancher qui se bombent et se fissurent. De chez lui, rue de LaSalle, le sacristain voit même bouger les lustres lorsque fonctionne le marteau-pilon. Apparaît plus tard une fissure dans le plancher du rez-de-chaussée et dans celui du sous-sol. D'année en année, les échantures s'élargissent. A un point tel, qu'en 1985, la fabrique doit procéder à d'importantes réparations.

Après avoir entendu une batterie d'experts au cours du procès de neuf jours, le juge Letarte en vient à la conclusion que « le mouvement du transept latéral résulte directement des travaux pour la fondation du stationnement souterrain de la ville ». « Ces dommages, poursuit le juge n'ont aucune commune mesure avec ce qui a pu être constaté ailleurs dans l'église ». C'est l'évidence même, constate le juge Letarte « ... quand on entreprend une excavation de 20 pieds à 15 pieds d'un édifice qui mesure 150 pieds de hauteur, il est normal de s'attendre à certains problèmes ... Personne ne s'est le moins inquiété de la présence de ce monument ».

La fabrique a intenté une poursuite de \$250 000. Le juge lui accorde de la totalité du montant réclame, dépens et intérêts en plus. C'est donc de \$634,583.30 que la paroisse pourra disposer pour effectuer les réparations nécessaires à l'église Saint-Roch, la plus vaste de la région après la basilique de Sainte-Anne de Beupré.



## Lourde perte pour le patrimoine de Lotbinière Le feu ravage le Vieux Moulin

♦ Lourde perte pour le patrimoine de Lotbinière alors que le moulin du Portage, situé sur la route du Vieux Moulin, entre Leclercville et Lotbinière, a été la proie des flammes, la nuit dernière.

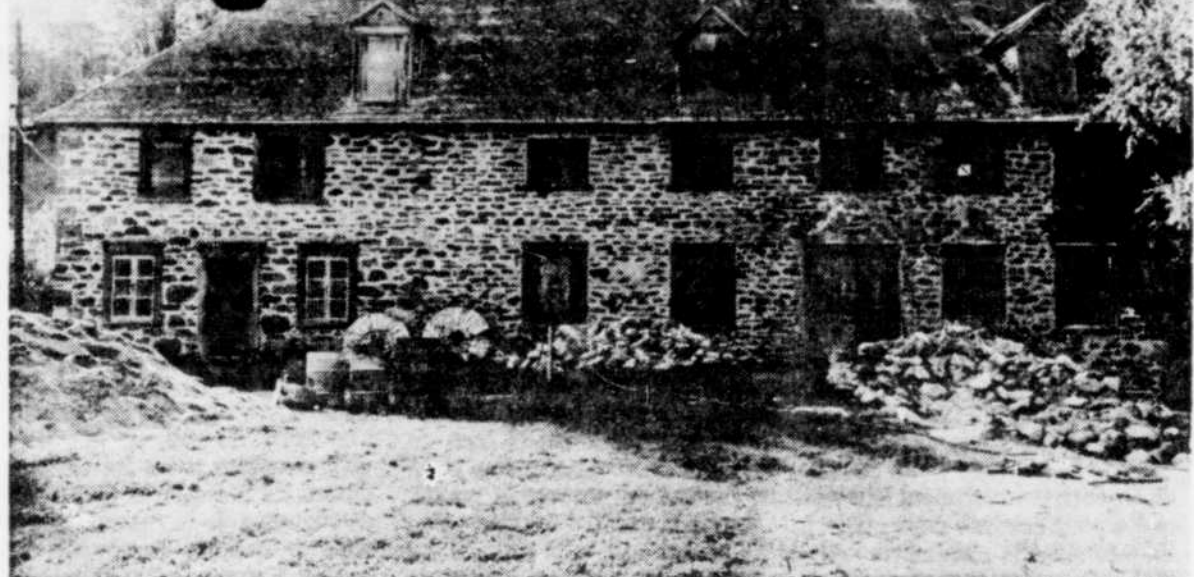
par Guy BENJAMIN

Il était une heure du matin lorsque les pompiers de Saint-Édouard ont été appelés. À leur arrivée sur les lieux, l'incendie ravageait déjà l'ensemble du bâtiment, les flammes sortant par le toit et toutes les ouvertures, précisait le chef Irénée Lemay.

Onze pompiers de Saint-Édouard et dix de Lotbinière ont combattu les flammes jusqu'à 5 h du matin, et deux hommes sont demeurés sur place jusqu'à 7 h. Pas de problème d'alimentation en eau puisque l'emplacement sur lequel est érigé le moulin est ceinturé aux trois quarts par la rivière du Chénou.

Il ne reste que les quatre murs de pierre du moulin à farine construit en 1817 et restauré au coût de \$300,000 par la Corporation du moulin du Portage à compter de 1983.

Selon les détails fournis par Mme Francine Lemay, l'aménage-



Le moulin à farine construit en 1917 et restauré au coût de \$300,000 comme nous le voyons sur la photo du bas

ment intérieur du moulin, un bâtiment de deux étages de 90 pieds sur 32, en plus du sous-sol, était loin d'être complété. Le premier étage était le seul palier utilisé pour y loger une salle de spectacles et un café qui donnait sur une terrasse en bordure de la rivière.

La présidente de la Corporation du moulin du Portage se demande s'il sera possible de reconstruire le monument classé historique en 1963. Il y aura d'a-

bord analyse des murs afin de savoir s'ils n'ont pas été trop endommagés par la chaleur pour supporter une construction. La corporation étant un organisme à but non lucratif, il reste à savoir s'il disposera des subventions nécessaires à la reconstruction, si le projet est envisageable.

Pas d'enquête

Pour le chef Irénée Lemay, il est clair que l'incendie est d'origine accidentelle. Le feu a pris

naissance dans la section du petit café, là où se trouve l'entrée électrique. Des travaux électriques avaient été effectués dans l'après-midi précédant le sinistre.

Détail important, le bâtiment n'était pas assuré, la présidente de la corporation précisant que son organisme n'avait pas les moyens de payer les coûts élevés des primes exigées par les compagnies pour assurer de vieux bâtiments du genre.



À 15 pieds des fondations de l'église St-Roch, un stationnement souterrain a été excavé en 1975.

## Arrêtés en 87 pour possession d'explosifs Demande de peine maximale pour les 3 terroristes libanais

♦ WASHINGTON (PC). Trois hommes d'affaires canadiens d'origine libanaise, qui attendent présentement de connaître leur sentence pour avoir introduit une bombe aux États-Unis, sont membres d'une organisation syrienne responsable d'une série de crimes violents, a affirmé hier le gouvernement américain.

L'allégation, divulguée dans un document mis en preuve par le FBI devant un tribunal américain, vient étayer la requête du gouvernement américain, qui sollicite l'imposition de peines de prison maximales aux trois résidents de la région montréalaise pour avoir introduit la bombe au Vermont, au mois d'octobre.

Le document soumis par le FBI note que l'agence fédérale de sécurité ne possède pas suffisamment d'information pour déterminer de façon certaine la cible projetée de la

bombe. Mais il est « clair comme le cristal » que l'attentat projeté devait servir à appuyer quelque objectif stratégique ou politique du Parti national social syrien, basé au Liban, a soutenu M. George Terwilliger, attorney pour le district du Vermont, dans une déclaration présentée.

Quelle qu'ait pu être la cible particulière visée, il n'y a pas de justification pour un tel crime, écrit-il. Ces actes représentent une tentative de porter le terrorisme en territoire américain, et méritent la peine maximale.

Selon le dossier du FBI, rédigé par Floyd Clarke, chef de la division des enquêtes criminelles de l'agence de sécurité, l'organisation en question est responsable de l'assassinat du président-élu du Liban Bashir Gemayel, en 1982. Le document

du FBI soutient aussi que ce groupe a été à l'origine de sept attentats à la voiture piégée au Liban en 1985 et au début de 1986, attentats qui ont entraîné la mort de 105 personnes et en ont blessé 378.

Les trois individus ont été arrêtés le 23 octobre 1987, à Richford, au Vermont.

Walid Mourad devait plaider coupable en janvier à l'accusation de complot pour le transport d'explosifs et la violation des lois de l'immigration. Il est passible d'une peine de 10 ans de prison.

George Younan et Walid Kabbani ont été reconnus coupables de plusieurs infractions à la loi relative aux explosifs et d'une violation de la loi de l'immigration. Ils sont passibles de peines respectives allant jusqu'à 35 ans, dans le cas de Younan, et 30 ans et six mois pour Kabbani.

## L'agresseur court toujours

# Le député Garon agressé à Lévis

♦ LÉVIS — Quittant le stade Georges-Maranda, à Lévis, après avoir participé, dimanche, à l'ouverture officielle de la saison de la formation de la Rive-Sud de la ligue de baseball junior majeur du Québec, le député de Lévis à l'Assemblée nationale, M. Jean Garon, a été agressé par un individu sur le terrain de stationnement du complexe sportif.

par Gilbert LEDUC

Selon les informations glanées par LE SOLEIL, l'agresseur, qui a pris la fuite à toutes jambes après son méfait, court toujours.

L'événement était rapporté, avec photographies, hier matin, dans la dernière livraison du journal hebdomadaire *Le Peuple Tribune*. Le photographe François Morissette se trouvait à quelques pas de l'incident lorsque la fillette de M. Garon, qui accompagnait son paternel cette journée là, est venue chercher de l'aide en toute hâte. À l'arrivée des secouristes, l'agresseur avait déjà pris la clé des champs.

Selon ce que relate *Le Peuple Tribune*, le député péquiste fut interpellé par un individu dont il ne connaissait pas l'identité. Ne se doutant de rien, M. Garon fut accueilli

par de solides coups de poing au visage avant de crouler au sol. Outre ses lunettes qui volèrent en mille morceaux, le député de Lévis montrait une entaille au menton et une écorchure au genou. D'ailleurs, la photographie à la une de l'hebdomadaire montre M. Garon dont la chemise est tachée de quelques gouttes de sang.

Les blessures n'ont pas nécessité une visite à l'hôpital et, comme le souligne le journal de Lévis, M. Garon s'est plutôt rendu chez lui pour changer ses vêtements et, par la suite, a poursuivi ses tradition-

nelles visites dominicales dans la circonscription qu'il représente depuis 1976.

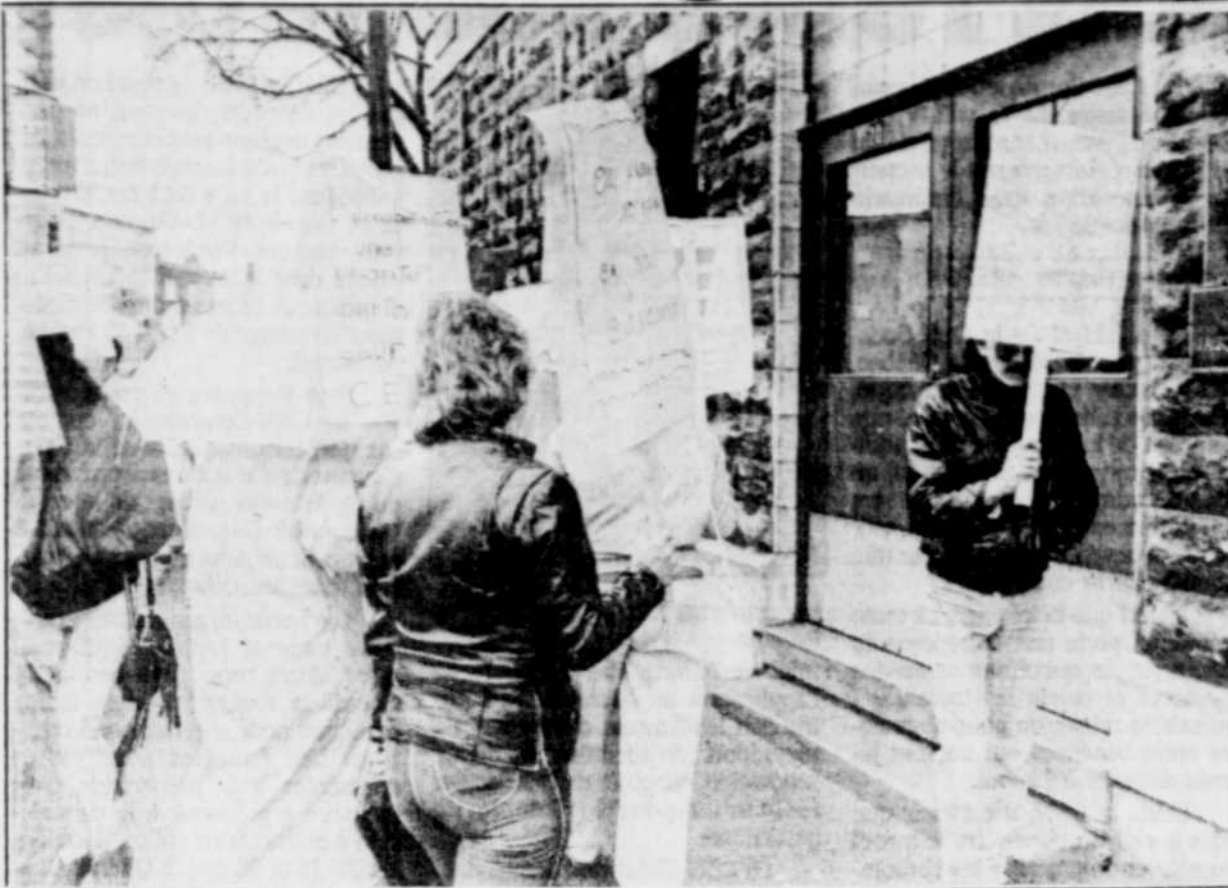
Joint par LE SOLEIL, M. Garon n'a pas voulu émettre de commentaire sur cette affaire. *Le Peuple Tribune* confirme toutefois que le député a officiellement déposé une plainte à la Sûreté municipale de Lévis. Selon des sources policières, aucune accusation n'aurait été portée jusqu'à maintenant.

Il s'agissait du premier geste de violence dont est victime l'homme politique.



Les trois Libanais arrêtés en 1987 aux E.-U sont de gauche à droite, Georges Younan, Walid Mourad et Walid Kabbani. Ils pourraient purger plusieurs années de prison.

# Un déménagement qui fait des mécontents



Formateurs et élèves en alphabétisation à la CECQ ont manifesté, hier midi, devant le centre Jacques-Cartier, à Québec.

♦Élèves et formateurs en alphabétisation à la Commission des écoles catholiques de Québec ont manifesté, hier, pour protester contre le projet de changement de vocation des centres d'éducation des adultes de la commission.

par Richard HÉNAULT

À Québec, devant le centre Jacques-Cartier, à l'angle des boulevards Charest et Langelier, les manifestants ont défilé peu avant midi, portant des pancartes sur lesquelles ils affirmaient leur volonté de continuer à étudier dans leur centre, le jour. L'origine du mécontentement provient de la fermeture prochaine du centre St. Patrick, en haute ville, qui nécessitera le déplacement de ses élèves vers les trois autres centres d'éducation des adultes de la CECQ.

Les formateurs soutiennent qu'à la suite des déplacements, seulement 110 analphabètes auront accès aux cours donnés le jour comparativement à 141 dans le moment. Ces données n'ont cependant pu être vérifiées auprès de la CECQ qui n'a pas donné suite aux appels du SOLEIL.

Plusieurs raisons sont invoquées par les formateurs pour expliquer la difficulté de faire la transition entre cours de jour et cours de soir. Des élèves doivent notamment s'occuper de leurs enfants le soir, d'autres travaillent et bon nombre considèrent être mieux disposés

aux études pendant la journée. Plusieurs auraient affirmé qu'ils ne poursuivront donc pas leurs cours. En plus de reprocher à la CECQ son manque de consultation, les enseignants l'accusent de mal planifier en dressant une série d'obstacles à l'intégration des analphabètes à un milieu de formation. Ils dénoncent entre autres les déménagements annuels vécus à chaque rentrée.

Globalement, les conditions de réalisation et de développement du projet d'alphabétisation de 230

adultes seraient présentement menacées. Pourtant, ce secteur connaît une croissance notable puisqu'il accueille 70 personnes de plus que l'an dernier.

Les formateurs eux-mêmes se sentent lésés par la réorganisation. Ils s'attendent à une démotivation au travail et à une perte d'énergies pour régler les problèmes organisationnels. Ils se demandent en outre si les conditions de travail seront uniformes dans tous les centres, l'an prochain. ♦

## Action syndicale pour sauver Marine Industrie Le ministre Daniel Johnson se fait discret et muet

♦ Pendant que Marine Industrie (MIL) en venait à la constatation qu'il « n'y avait rien de nouveau » dans le document de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), rendu public, hier, par LE SOLEIL, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, préférait tout simplement garder le silence autour de ce dossier.

par Réjean LACOMBE

Le président de la CSN, M. Gérald Larose, de même que les présidents des syndicats MIL Davie et MIL Tracy, Robert Monette et Claude Sylvestre, ont invité, à la fin du mois d'avril, le ministre Johnson à s'allier à eux dans le but de revendiquer auprès du gouvernement fédéral l'octroi de contrats évalués à \$1,325 milliard.

Mais, depuis cette rencontre, le ministre Johnson n'a pas communiqué avec les dirigeants syndicaux dans le but de leur faire connaître son point de vue.

Entre temps, chez MIL à Montréal, on indique que l'entreprise est prête à s'associer à toute démarche qui a pour but d'amener le gouvernement fédéral à rationaliser l'octroi des contrats touchant la construction maritime.

Le président de MIL, M. Robert Tessier, avait été mis au courant de cette rencontre entre le ministre Johnson et les dirigeants syndicaux de la CSN. Toutefois, la directrice des communications chez MIL, Mme Lilian Eigi, a indiqué qu'elle ignorait si le ministre Johnson avait eu un entretien avec M. Tessier à la suite de cette rencontre avec les représentants de la CSN. ♦

habillez-moi

concept mode  
0-20 ans  
clément

\*30%  
\* sur tous les vêtements pour bébés.  
tailles: 0 à 30 mois  
jusqu'au 21 mai incl.

carte verte 000917

PLACE FLEUR DE LYS / PLACE STE-FOY / GALERIES DE LA CAPITALE / SHERBROOKE / TROIS-RIVIERES / MONTREAL

## À SURVEILLER

**BIENTÔT**  
à proximité du Campanile  
53 maisons de ville haut de gamme

**LA POMMERAIE**  
BUREAU DE VENTE AUX HALLES DU CAMPANILE  
652-8758

### ST-ÉTIENNE

Maison et terrain 59 900\$  
A partir de  
Jumelé et terrain 49 900\$  
A partir de

- Plans et devis
- Construction
- Soumission

Construction Paradis  
D.P. Inc.  
836-0470

### CAMARO IROC-Z 1987

- Voiture démonstrateur, couleur blanche
- Moteur V-8 — TP1 5.7 l
- T-Top, superbe voiture sport
- Voyez-la dans notre salle de mortre

**MARLIN**  
Chrysler DodgeJeep Inc.

2145, boul. Charest ouest, Qué.  
688-1212

## COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

- PROGRAMME POUR TOUT NIVEAU
- COURS INDIVIDUEL OU PAR PETIT GROUPE
- VÉLOCASSETTE (VHS OU BETA)
- CASSETTE AUDIO (4 PISTES)

**199\$**  
(Prix incluant l'inscription et 3 livres — Valable seulement pour cours de groupe à notre école)

Pour plus de renseignements: **681-6375** Cours de culture personnelle

## PROMOTION SPÉCIALE

**33 1/3** sur nos tailleurs, impers et manteaux printaniers.

**25%** sur un choix de robes et ensembles deux pièces.

**15%** sur toute la marchandise estivale.

*Simone Paris*  
LE PRÊT-À-RAVIR

2646, CHEMIN STE-FOY, PLACE CORANIT, STE-FOY  
656-1902

## "FORE"

**VISEZ JUSTE**

**Putter FAZER CUSTOMIZED**

PRIX RÉGULIER 44.95\$  
NOTRE PRIX **34.95\$**

**TOUJOURS SOUPLES**

**GANTS WILSON STAFF SOFT**

PRIX RÉGULIER 21.95\$  
NOTRE PRIX **12.95\$**

**OFFREZ-VOUS LA PREMIÈRE QUALITÉ**

**BALLES PINNACLE TITLEIST**

PRIX RÉGULIER 34.00\$  
NOTRE PRIX **19.95\$**

VISA    MasterCard

PLAN MISE DE CÔTÉ

761, Trans-Canada, Lauzon, 833-2022  
1005, Rte de l'Église, Ste-Foy, 651-2499  
4500, Henri-Bourassa, Charlesbourg, 628-8745

**CLUB GOLF DE L'ÉTANG Inc.**

**VOTRE PARTENAIRE INDISPENSABLE POUR DES ÉCONOMIES INCROYABLES!**

Déréglementation du secteur de la rénovation

# La CSN veut que Paradis retire son projet

VILLA  
POINTE SAINTE-FOY

## PORTES OUVERTES

Vous projetez une sortie en famille? Alors, venez nous visiter dimanche entre 13 heures et 17 heures à Villa Pointe Sainte-Foy.

On vous attend dans un des plus beaux quartiers de la ville. Un site privilégié, tranquille et facile d'accès. Villa Pointe Sainte-Foy c'est deux immeubles sécuritaires aménagés avec goût; des logements à prix abordable pour les retraités et préretraités.

Demain, toute l'équipe d'animation, des cuisines et de l'administration vous invite à venir faire un tour.

Venez sans rendez-vous, dimanche entre 13 heures et 17 heures.

La Famille  
Villa Pointe Sainte-Foy



BUREAU DE LOCATION 7 JOURS SEMAINE DE 9H À 17H  
SUR PLACE, AU 361, RUE GINGRAS • Lundi, mardi, mercredi jusqu'à 20h

TÉL.: (418) 659-7583

♦ La CSN-Construction demande au ministre du Travail, Pierre Paradis de retirer son projet de loi 31 qui déréglementerait le secteur de la rénovation dans l'industrie de la construction.

par Brigitte BRETON

Le président de la CSN-Construction pour la région de Québec, M. Jean-Guy Gagnon, a expliqué, hier, en conférence de presse, que ce projet de loi s'attaque aux conditions de travail des travailleurs, en plus de brimer les consommateurs qui perdraient leur droit de se voir offrir un ouvrage de qualité par une main-d'oeuvre compétente.

Il croit que la loi ouvrirait toute grande la porte aux entrepreneurs sans scrupule, qui offrent un service médiocre et paient les travailleurs au salaire minimum pour augmenter leurs bénéfices qui ne sont jamais déclarés à l'impôt.

Selon la CSN, il est clair que sous le couvert de réduire le travail au noir et de protéger les consommateurs, le ministre veut que des travaux soient réalisés par des travailleurs qui ne possèdent pas de carte de compétence. Le projet présenté, la semaine dernière, par le



Le Soleil, René St-Pierre

Le ministre du Travail, Pierre Paradis

ministre Paradis vise à exclure de l'application du décret de la construction les travaux d'entretien, de réparation, de modification ou de rénovation, effectués dans le secteur résidentiel pour le compte de particuliers.

La CSN-Construction maintient que 3,000 de ses 20,000 syndiqués sont visés par le projet de loi. M. Gagnon doit cependant admettre que les membres ne s'intéressent pas beaucoup à ses répercussions.

« Lorsque les activités vont bon train sur les chantiers, les gens ne pensent pas trop aux petites réparations de galerie ou à l'installation d'un lavabo dans la salle de bains du voisin », caricature M. Gagnon. Pourtant, lorsque l'industrie sera au ralenti dans le secteur industriel et commercial, ils accepteront difficilement de passer de \$17 à \$5 l'heure, poursuit-il.

Pour s'opposer au projet Paradis, la CSN-Construction compte sur une concertation avec la FTQ-Construction et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction. M. Gagnon songe aussi à recourir à certains moyens de pression, dont un débrayage.

Les autres organisations syndicales pensent toutefois différemment. Ainsi, une porte-parole du Conseil a expliqué que le temps manquait pour organiser une coalition. Les énergies sont plutôt consacrées à la préparation d'un mémoire à présenter à la commission parlementaire qui se déroulera les 24, 25 et 26 mai, à Québec. Jusqu'à maintenant, 18 groupes représentant les associations patronales, syndicales ou de consommateurs ont fait part de leur participation à la commission. ♦

## Le syndicat des enseignants du Collège de Thetford reste à la CSN

♦ THETFORD MINES - Le Syndicat des enseignants du Collège de Thetford reste affilié à la CSN même si la majorité de ses 140 membres souhaitent une désaffiliation.

par Fortunat MARCOUX

Lors d'un scrutin qui s'est achevé hier, 119 enseignants se sont prononcés dans une proportion de

55 pour 100 (65 contre 54) en faveur du rejet de la CSN.

Cependant, selon la constitution du syndicat, une requête en désaffiliation doit être approuvée par la moitié plus un des cotisants. Sur 145 membres, il aurait fallu recueillir 73 votes. Comme on n'a obtenu que 65 voix, le statu quo est maintenu.

Le président du syndicat, Réjean Déglise, a déclaré que les résultats du scrutin étaient quand même significatifs et révélateurs. « Les gens sont insatisfaits de la CSN », a-t-il dit en souhaitant que cette centrale comprenne le message et prenne les dispositions nécessaires pour se rapprocher des membres et leur fournir de meilleurs services. ♦

## Ginette Guérin à la tête de la fédération des employés des services publics

♦ Mme Ginette Guérin préside depuis le week-end la Fédération des employés et des employés des services publics (FEESP-CSN).

Elle a été élue à ce poste par acclamation, à la suite de la démission de Mme Francine Chapat. Celle-ci a quitté la présidence en avril, pour des raisons de santé.

Mme Guérin oeuvrait depuis huit

ans à la présidence du secteur scolaire de la fédération. Elle occupait un poste de secrétaire de direction à la Commission scolaire de Valleyfield.

La nouvelle dirigeante a mentionné au SOLEIL que son principal défi sera de mener à bien la prochaine négociation du secteur public. Elle rapporte que la tournée de consultations effectuée auprès des

membres montre qu'une majorité refuse la proposition du gouvernement de prolonger jusqu'en décembre 1989 les conventions collectives.

La FEESP compte environ 27,300 travailleurs de soutien des services publics: commissions scolaires, cegeps, organismes gouvernementaux, municipalités et commissions de transport. ♦

# SOYEZ-Y! JUSQU'À 50% DE RABAIS

## FINE PORCELAINES 'ROYAL ALBERT' D'ANGLETERRE

50% DE RABAIS SUR LES COUVERTS 5 PIÈCES, LES SERVICES 20 PIÈCES ET LES PIÈCES DE COUVERTS

40% DE RABAIS SUR LES ARTICLES D'APPOINT ET LES ARTICLES-CADEAUX

Juste à temps pour les cadeaux de mariage... ou simplement pour ajouter à votre collection! Profitez maintenant d'un rabais allant jusqu'à 50% sur nos motifs Royal Albert les plus populaires. Consultez le tableau ci-dessous. Au choix, Old Country Roses, Lavender Rose, Memory Lane, Val d'Or ou Tranquillity. D'autres motifs sont également disponibles, en stock ou par commande spéciale. Tout article non disponible en stock pourra être commandé.

Visiteuse, rayon 614

	Old Country Roses		Lavender Rose Memory Lane Val d'Or		Tranquillity	
	Qté	Soit	Qté	Soit	Qté	Soit
<b>50% DE RABAIS</b>						
Couverts 5 pièces	500.00	250.00	440.00	220.00	480.00	240.00
Service 20 pièces	130.00	65.00	110.00	55.00	110.00	55.00
Assiette à dinde	30.00	15.00	27.50	13.75	41.00	20.50
Assiette à soupe	20.00	10.00	17.00	8.50	18.00	9.00
Assiette à dessert	20.00	10.00	17.00	8.50	18.00	9.00
<b>40% DE RABAIS</b>						
Assiette à soupe	40.00	24.00	35.00	21.00	42.00	25.20
Assiette à dinde	22.00	13.20	19.00	11.40	22.00	13.20
Assiette à dessert	12.00	7.20	10.50	6.30	12.00	7.20
Plate à four ovale	120.00	72.00	95.00	57.00	110.00	66.00
Service 20 pièces	290.00	174.00	260.00	156.00	275.00	165.00
Service 5 personnes	140.00	84.00	125.00	75.00	138.00	82.80
Service 10 personnes	280.00	168.00	250.00	150.00	276.00	165.60
Service 15 personnes	420.00	252.00	375.00	225.00	414.00	248.40
Service 20 personnes	560.00	336.00	495.00	297.00	552.00	331.20
Service 25 personnes	700.00	420.00	615.00	369.00	690.00	414.00
Service 30 personnes	840.00	504.00	735.00	441.00	810.00	486.00
Service 35 personnes	980.00	588.00	855.00	513.00	930.00	558.00
Service 40 personnes	1120.00	672.00	975.00	585.00	1050.00	630.00
Service 45 personnes	1260.00	756.00	1095.00	657.00	1170.00	702.00
Service 50 personnes	1400.00	840.00	1215.00	729.00	1290.00	774.00
Service 55 personnes	1540.00	924.00	1335.00	801.00	1410.00	846.00
Service 60 personnes	1680.00	1008.00	1455.00	873.00	1530.00	918.00
Service 65 personnes	1820.00	1092.00	1575.00	945.00	1650.00	990.00
Service 70 personnes	1960.00	1176.00	1695.00	1017.00	1770.00	1062.00
Service 75 personnes	2100.00	1260.00	1815.00	1089.00	1890.00	1134.00
Service 80 personnes	2240.00	1344.00	1935.00	1161.00	2010.00	1206.00
Service 85 personnes	2380.00	1428.00	2055.00	1233.00	2130.00	1278.00
Service 90 personnes	2520.00	1512.00	2175.00	1305.00	2250.00	1350.00
Service 95 personnes	2660.00	1596.00	2295.00	1377.00	2370.00	1422.00
Service 100 personnes	2800.00	1680.00	2415.00	1449.00	2490.00	1494.00

On peut se fier à la Baie!



### Véhicules de loisirs Que-Bourg

Que-Bourg Auto Ltée est fière de vous présenter sa nouvelle division de véhicules de loisirs

**SOUTHWIND par FLEETWOOD**  
EAGLE — BASEMENT — JAMBOREE  
*Royal Industrie*  
Imperial Coach — 4 saisons

DES MOTORISÉS DE PRESTIGE  
2505, boul. Henri-Bourassa, Québec — 648-9518

### SEARS studio de photographie

JUSQU'À SAMEDI SEULEMENT!  
OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 21 MAI 1988

# 14.95

Ensemble de 14 photos 2-8x10, 2-5x7 et 10 formats portefeuille\* sur fonds traditionnels

## BÉBÉ, TU N'AS JAMAIS EU SI FIERE ALLURE!

Chez Sears, nos photographes sont des professionnels expérimentés sous tous les points de vue. Ils s'assurent que votre bébé paraisse sous son meilleur jour, afin d'obtenir des photos magnifiques!

**Également disponibles: Photos de Passeport instantanées en Couleur.**

Le prix comprend \$2.00 de dépôt. Nous choisissons les poses. Fond blanc et fond noir, double exposition entre autres effets spéciaux non disponibles dans l'ensemble annoncé \$2.00 de plus sur le prix de l'ensemble pour chaque sujet additionnel. Premier arrivé, premier servi. Les adultes et les familles sont les bienvenus. Possibilité de crédit.

\*Dimensions approximatives.

Studio de photographie dans tous les magasins Sears, dans notre unité de ventes, par catalogue de St-Hubert, et au Centre de Liquidation de St-Leonard.

**SEARS**  
Vous en avez pour votre argent... et plus!

## Attirée par de nouveaux défis à la CEQ

# Lorraine Pagé : candidature confirmée



Le Soleil, André Pichette  
Mme Lorraine Pagé, l'éventuelle remplaçante d'Yvon Charbonneau.

♦ Mme Lorraine Pagé a confirmé hier sa candidature à la présidence de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), lors des élections tenues le 30 juin, à Québec. L'actuelle présidente de l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal se dit attirée par les défis qui attendent la CEQ, particulièrement en ce qui a trait à l'ouverture de l'organisation syndicale aux salariés du secteur de la santé et des services sociaux. Elle veut toutefois relever le défi de la modernité dans l'unité.

par Brigitte BRETON

L'expansion de la centrale n'est toutefois pas la seule priorité de la possible remplaçante d'Yvon Charbonneau. Lors d'une entrevue téléphonique avec LE SOLEIL, la femme de 40 ans a identifié six autres axes d'intervention qu'elle compte développer en rassemblant des personnes de tous les horizons au sein d'une équipe « d'ingénierie, autonome, représentative et progressiste ».

D'abord, la candidate souhaite une plus grande implication professionnelle des membres à l'intérieur de la vie syndicale. Elle vise également à rapprocher la centrale de ses 110.000 syndiqués, en « débureaucratisant » l'action syndicale. La

présidente de l'Alliance est persuadée qu'il faut être sur le terrain et ne pas mettre toute son énergie dans les hautes instances syndicales.

Dans la même voie, elle prévoit revaloriser le travail d'équipe au sein du bureau national (comité exécutif de la centrale), en recherchant un pouvoir collégial plutôt que de se centrer sur la personne de la présidente. Si elle souhaite un changement, Lorraine Pagé se défend cependant de porter un jugement sur le leadership exercé par Yvon Charbonneau. Elle explique que les femmes ont une sensibilité différente de celle des hommes dans l'exercice du pouvoir. Pendant les trois années passées à la présidence de l'Alliance, elle prétend avoir su développer un tel esprit de collégialité. Avec humilité, Mme Pagé raconte avoir fait de l'Alliance des professeurs de Montréal un organisme plus visible, même si celui-ci vivait des déchirements idéologiques à son arrivée.

Un autre objectif de Mme Pagé est de développer et d'élargir le champ d'intervention de la CEQ pour affirmer sa force politique. « Notre organisation se doit de prendre position sur les questions linguistiques, sur l'intégration des communautés culturelles, sur l'environnement et sur la paix », donne-t-

elle en exemple. Mme Pagé croit que ce rôle est d'autant plus important si la CEQ veut devenir « la centrale » des travailleurs du secteur public.

Selon la candidate, la diversification de la centrale exigera aussi un renforcement de la vie démocratique. La CEQ devra se donner une nouvelle « ossature » pour faire place à de nouveaux membres, tout en ne brimant pas les groupes affiliés depuis longtemps à la centrale.

Enfin, Mme Pagé a l'intention de relancer les dossiers touchant les femmes. Tout n'est pas acquis et nous ne devons pas nous contenter

de « super allocations familiales ». Les femmes doivent être vigilantes et s'attaquer à la discrimination systémique.

D'ici le 31 e congrès qui se déroulera du 26 au 30 juin, Mme Pagé fera part aux membres des syndicats et des fédérations affiliés à la CEQ de ses différents objectifs, et profitera aussi de sa tournée pour entendre les revendications des salariés.

Pour le moment, Lorraine Pagé est la seule candidate officielle à la présidence de la CEQ, Mme Rosette

Côté, première vice-présidente à la CEQ, se dit toujours en réflexion et doit faire connaître sa décision d'ici la fin de la semaine. Mme Pagé a refusé hier de commenter la possible candidature de Mme Côté. Elle estime qu'une véritable campagne électorale mettra en évidence les forces et les faiblesses de chacune.

La présidente de l'Alliance affirme avoir des appuis importants au sein de la centrale. Rappelons qu'elle a occupé les fonctions de secrétaire et de vice-présidente de la CEQ pendant trois ans. ●

## La CSN exige le retrait du projet de loi modifiant le régime d'aide sociale

♦ MONTREAL (PC) - La Confédération des syndicats nationaux (CSN) a exigé hier le retrait immédiat de la nouvelle version du projet de loi 37 modifiant le régime d'aide sociale.

Cette réforme proposée par le ministre Pierre Paradis est « anti-démocratique » et « prépare le terrain au libre-échange », selon la vice-présidente à la CSN, Mme Monique

Simard.

Les amendements apportés au projet initial à la suite de la commission parlementaire sont tout à fait mineurs « compte tenu du caractère injuste et anti-social des fondements mêmes du projet ».

« Le fait de contraindre des centaines de milliers de personnes, par la menace d'une diminution des prestations déjà très inférieures au

seuil de pauvreté, de participer à des travaux en milieu de travail ou à des travaux communautaires, créera une concurrence accrue pour le peu d'emplois disponibles, a-t-elle souligné. ●

# PIZZA

## “LA JARDINIÈRE”

Une succulente pizza abondamment garnie de légumes variés... un délice de fraîcheur et de saveur.

Venez la déguster à prix spécial jusqu'au 31 mai.

Au choix: la pizza ou la mini (servie avec pâtes).

### 349\$

**GIORGIO**

Centre d'achats Place Sainte-Foy — 653-0126  
13, Marie-de-L'Incarnation — 688-0418

## jolivet enr.

**SOLDE**  
Beaux jours

Chemisiers de soie **15%**  
Impers **40%**

Tricots "Thalie"  
Jupes **50%**  
Chandails **30%**

**50%**  
sur une sélection de vêtements de la saison

## jolivet

Galeries Charlesbourg  
Galeries Chagnon, Lévis

# HOMARD AU BARON!

**BARON ROUGE 350, boul. Ste-Anne, Beauport 667-1355**

Potage de fruits de mer... 2,95\$  
Un homard bouilli ou grillé... 12,95\$  
Deux homards bouillis ou grillés... 18,95\$  
Filet mignon et un homard bouilli ou grillé... 17,95\$

Prenez un air de vacance et succombez à l'irrésistible goût du homard au Baron Rouge...  
Reservations: 667-1355

## PRENEZ NOTE que...

### l'élégance masculine

vous servira encore, pour une période de 2 semaines, au

**601, 3e Avenue, Québec**  
**525-6540**

Venez profiter de notre

# VENTE 50%

DE RÉDUCTION sur toute la marchandise en magasin.

Nous emménagerons bientôt à Place de la Cité.

RABAIS DE **20%** sur nos collections de vêtements printaniers.

IMPERS **40%**

TRICOTS "THALIE" **30% à 50%**

LOT SURPRISE **999\$ 1499\$**

Jupes et pantalons

## eelemieux

Galeries Chagnon, Lévis

## SPÉCIAL!

Impeccable et indispensable, ce deux-pièces de jersey souple et facile.  
Bravo les prix!  
Le gilet à encolure drapée p.m.g. rég. 45\$ spécial 24,95\$  
Sa jupe taille élastique 8 à 18 rég. 65\$ spécial 39,95\$

# Norman

MAIL CENTRE-VILLE • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE LYS • GALERIES CHAGNON



Le président d'Alliance Québec, Royal Orr (à gauche) s'est entretenu avec le ministre de l'Éducation Claude Ryan avant de présenter un mémoire devant la commission de l'Éducation à l'Assemblée nationale, hier.

## Projet de loi sur l'instruction publique

# Ryan saisi d'une menace de contestation devant la justice

♦ Un premier organisme a menacé, hier, de contester devant les tribunaux la constitutionnalité du projet de loi 107 sur l'instruction publique s'il est adopté tel quel. La Protestant School Board of Greater Montreal juge, en effet, que la réforme du ministre Claude Ryan contrevient à l'article 93 de la Constitution canadienne.

par Richard HÉNAULT

Devant la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi, hier, les représentants de la PSBGM ont recommandé que le gouvernement scinde le projet de loi de façon à ce que les « articles constitutionnellement douteux » soient regroupés dans un projet distinct. La porte-parole de l'Opposition pour les questions d'éducation, Mme Jeanne Blackburn, a par la

suite soutenu que le Québec risque de se retrouver dans la même situation qui a suivi le jugement ayant trouvé la loi 3 inconstitutionnelle.

Pour Mme Blackburn, dès que la PSBGM attaquera la nouvelle loi devant les tribunaux, celle-ci ne pourra plus s'appliquer. « Tout ça, a-t-elle commenté, parce que le gouvernement refuse d'aller négocier l'article 93. »

De son côté, le ministre de l'Éducation a affirmé ne pas être surpris par la position des anglo-protestants. Il n'en considère pas moins comme abusive leur interprétation des dispositions constitutionnelles. Pour M. Ryan, le contenu de son projet de loi est inattaquable, quoiqu'il juge plus prudent d'en référer des articles à la cour d'appel.

Par ailleurs, le ministre a dit ne pas avoir d'objection à inscrire dans la Constitution les droits des anglo-

phones dans le domaine scolaire. « Pour des raisons stratégiques, cependant, nous ne pouvons pas le faire maintenant, a-t-il ajouté. Il faut d'abord régler la question du lac Meech et on y verra ensuite. D'ailleurs, le premier ministre lui-même l'a déjà mentionné. »

### Alliance Québec

Par la suite, Alliance Québec a donné son appui au projet de loi 107, particulièrement aux articles prévoyant la création de commissions scolaires linguistiques. L'organisme presse, par contre, le gouvernement d'amorcer immédiatement des négociations constitutionnelles avec le gouvernement fédéral pour chercher une modification à l'article 93.

Le ministre Ryan a alors manifesté son désaccord, soutenant qu'il est impossible de créer les commissions linguistiques et de négocier avec Ottawa simultanément. « Il faudra choisir une priorité », a-t-il soutenu.

Pour justifier la position d'Alliance Québec, son président, M. Royal Orr, a déclaré que l'article 93 assure un contrôle local. « Il nous faut une garantie pour nous assurer

que les besoins des anglophones soient respectés, a-t-il ajouté, car la tendance des gouvernements est plutôt centralisatrice. »

La députée péquiste Jeanne Blackburn, de son côté, en a conclu que les obstacles à la transformation des commissions scolaires sont infranchissables : « Qui nous dit que les commissions confessionnelles telles qu'elles étaient établies en 1971 ne constituent pas un droit acquis au même titre que celles de 1867? »

Pour Mme Blackburn, l'interprétation que font les anglophones de l'article 93 fait que ce sont les communautés linguistiques qui gèrent leurs réseaux scolaires et non le gouvernement. Pour illustrer ses propos, elle a rappelé la contestation que mène présentement la PSBGM en Cour suprême, quant au droit de regard du ministre de l'Éducation sur la façon dont elle applique le régime pédagogique.

Alliance Québec justifie son empressement de voir les commissions scolaires transformées par la dégringolade des inscriptions dans les écoles anglaises. Ainsi, a mentionné Royal Orr, ces inscriptions ont diminué de moitié, entre 1975 et 1986, pour atteindre un total de 100,000 élèves. Durant la même période, les écoles françaises n'ont connu une diminution que de 20 pour 100. D'ici 1990, il y aura une nouvelle baisse de 11 pour 100 chez les anglophones et une croissance de 2 pour 100 chez les francophones.

D'autre part, il y a eu hausse « phénoménale » du nombre d'élèves inscrits dans les écoles françaises du système protestant. De 20 pour 100, en 1975, ils sont passés à 20 pour 100, en 1986, et on prévoit que cette croissance se poursuivra. ●

## H O S T E L L E R I E



### PARC DES BRAVES

• Le standard de qualité des résidences pour pré-retraités et retraités autonomes à Québec depuis 12 ans. • Un personnel qualifié et expérimenté, soucieux de votre bien-être. • Des appartements de bon goût offrant intimité, confort et sécurité (studio, 2½, 3½, 4½).

• Un ensemble de facilités: service d'infirmières licenciées, 24 heures par jour, salle à manger, activités sociales et nombreux autres services incomparables. • Le cadre de vie agréable et chaleureux qui pourrait devenir le vôtre. Contactez Mme Michèle Patry Darveau.

*C'est tout à fait vous*

750, chemin Ste-Foy, Québec, (Qué.) G1S 4P1  
(418) 681-0041

**POUR MIEUX CONSOMMER...**

Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de consommateur.

**LE SOLEIL**  
ABONNEMENT: 647-3333  
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires:  
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30  
Samedi et Dimanche: 9h00 à 12h00

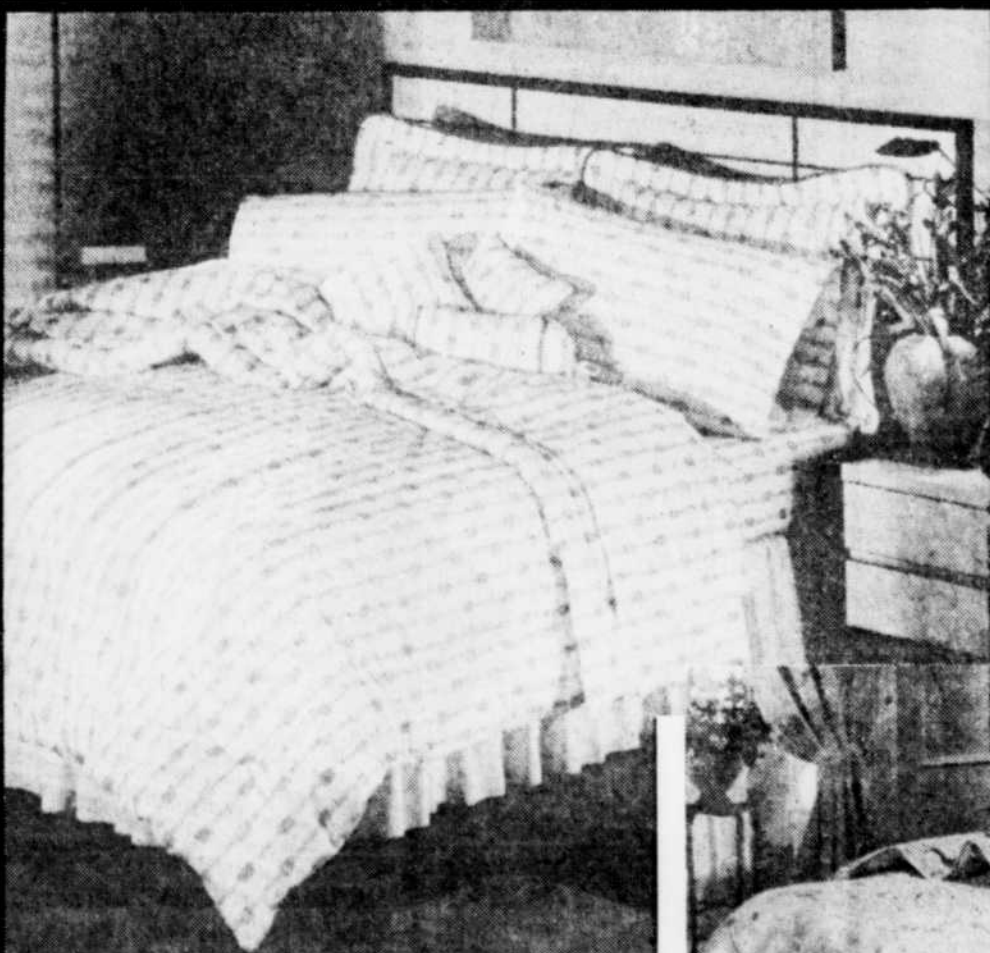
# SPÉCIAUX

À LA BOUTIQUE MULTI DÉCOR

DOUILLETTES ETC...

**40%**

sur TOUS nos COUVRE-LITS, DOUILLETTES, ensembles de DOUILLETTES, DUVET, JUPE DE LIT, COUVRE-OREILLER et HOUSSE DE DUVET en magasin



Vaste choix de modèles et de couleurs dans les plus grandes marques.

Entre autres:

- SHEFTEX
- LAWRENCE
- ARCO
- NORTHERN FEATHER
- ESMOND
- CRÉATIONS ANDAGE
- SPRINGMAID
- TEX-MADE

**50%**

**RIDEAUX**  
STYLE DEVON  
150 x 95". Lavable.  
Disponible: blanc, ivoire.  
Rég.: 150\$

Spécial: **75\$**

**40%**

SUR TOUS LES COUSSINS EN MAGASIN  
Choix incomparable.

**35%**

SUR TOUS LES DRAPS  
De fine percale unie de marque SPRINGMAID à prix régulier.



**laliberté**

MAIL CENTRE-VILLE,  
QUÉBEC, 525-4841

*Multi-décor*

## Le gouvernement fédéral accusé de trahison

# Les personnes atteintes de sida en colère

♦ Toronto - La colère gronde chez les personnes atteintes du sida qui ont l'amer sentiment d'avoir été trahies et laissées à elles-mêmes par le gouvernement fédéral. Un message des plus explicites a été adressé par les groupes communautaires de tous le pays dans le cadre de la conférence nationale sur le sida dans la Ville-Reine. Une doléance reprise pathétiquement par cinq sidéens venus témoigner de leur angoisse et de leur espoir.

par Roger BELLEFEUILLE  
(envoyé spécial du SOLEIL)

Une indication aussi que le vent tourne et que les sidéens et les groupes communautaires qui s'en occupent ont ras le bol du mépris, de l'humiliation et de la sclérose bureaucratique. Un virage radical qui peut expliquer la célébration eucharistique prévue pour dimanche prochain à la basilique de Québec.

Désormais, de toute évidence, les pouvoirs publics fédéraux et provinciaux devront composer avec des groupes de pression aguerris qui ne se contenteront plus de demi-mesures, parce que des vies humaines sont en jeu.

Ainsi, absent de ces assises, le ministre de la Santé et du Bien-être social, M. Jake Epp, taxé de « grossière négligence » dans la lutte au sida, s'est fait symboliquement brûler en effigie sur la grande place de l'hôtel-de-ville de Toronto, en début de soirée. Disgraciés, quelque 300 manifestants, hommes et femmes de toutes les provinces canadiennes, l'ont chahuté à qui mieux mieux et, entre deux slogans peu flatteurs, ont réclamé sa démission.

La pluie fine et les klaxons impatients ne les ont pas empêchés de faire une pause devant le siège torontois du parti conservateur et d'y coller une affichette avec l'inscription: EPP est synonyme de mort.

Selon les propos entendus, le gouvernement Mulroney et son ministre de la Santé ne sont plus d'aucun secours pour les personnes atteintes du virus d'immuno-déficience humaine, qu'il s'agisse des gais, des hémophiles, des utilisateurs de drogues intraveineuses, des femmes ou des enfants.

Autant de doléances et de dénonciations qui seront reprises en chœur, selon les informations du SOLEIL, par les représentants de ces groupes présents à la 4e conférence internationale sur le sida, à Stockholm, le mois prochain. Plus tôt, en conférence de presse, M. Stephen P. Manning, porte-parole de la Société canadienne du sida - un organisme parapluie qui chapeaute plus de 25 groupes au pays, dont le MIELS-Québec - a fait valoir que tous les moyens ont été utilisés et toutes les règles du jeu respectées, mais en vain. Le ministre Epp est resté sourd à toutes les représentations et à toutes les doléances.

L'inertie canadienne s'explique encore moins, a-t-il soutenu, que par l'ampleur de l'épidémie ici, le Canada se situe au deuxième rang des pays industrialisés.

En fait, cette manifestation bruyante, bien encadrée par des policiers à cheval, réclamait essentiellement l'accès pour les sidéens à des drogues expérimentales déjà disponibles aux États-Unis et en Eu-

## Les jeunes bien informés sur le sida

♦ TORONTO (PC) - Le premier sondage canadien d'envergure nationale sur l'attitude des jeunes face au sida a été mené par une équipe de chercheurs et démontre que les adolescents en savent beaucoup plus sur le fameux virus qu'on ne le croyait.

Les résultats préliminaires du sondage indiquent que les étudiants de niveau secondaire prétendent être très actifs sexuellement et sont bien informés sur le syndrome d'immuno-déficience acquise.

« Ces enfants en savent vraiment beaucoup sur le sujet. Nous sommes impressionnés », a déclaré M. Alan King de l'université Queen à Kingston.

« Ce que démontre notre enquête est que les jeunes désirent obtenir davantage d'informations et qu'ils aimeraient les obtenir directement de la bouche des experts. »

Dans les questions destinées à évaluer la connaissance qu'ont les étudiants de la maladie, les adolescents se sont plutôt bien débrouillés, constate M. King.

Un porte-parole de la santé publique a déclaré que ce sondage était essentiel au travail de planification des prochains programmes d'éducation sur le sida.

ropé. Telle la pentamidine en aérosol qui aurait pour effet salutaire de prévenir chez les sujets atteints des poussées de pneumonie qui peuvent être fatales quant le système immunitaire est à plat.

Le ministre Epp avait promis, il y a près de deux ans aux Communes, que tout serait mis en oeuvre pour les rendre disponibles au Canada.

### Des témoignages

Les manifestants étaient d'autant plus chauffés à bloc, qu'ils avaient vécu un peu plus tôt, une poignante séance de témoignages de la part de cinq sidéens. Kevin Brown, de Vancouver, Robert Murray, de Calgary, Jim St. James, de Toronto, Guy Rouleau de Montréal et Peter Wood, de Nouvelle-Écosse ont ainsi,

pendant plus d'une heure, dans un silence de plomb et devant les caméras, raconté leur long calvaire. Une espèce de rituel de la parole, avec des accents parfois tragiques, parfois humoristiques.

Agé de 30 ans, Peter Wood, n'a aucun désir de mourir, mais avec le sida, a-t-il confié, il n'y a plus aucune certitude.

Jim St. James, la voix étranglée, a supplié l'auditoire de ne pas l'abandonner. Son diagnostic remonte à 4 ans.

S'affichant ouvertement comme un homosexuel, Guy Rouleau a parlé de la gêne que sa visibilité pourrait causer à son fils de 17 ans et à sa fille de 15 ans. Sa compagne actuelle, séropositive, s'est elle-même manifestée au micro, en ré-

clamant que les femmes et les minorités soient dans l'avenir davantage associées à ce type d'événement.

Une séance bien particulière qui a eu l'heur d'ébranler même le directeur général du Centre national sur le sida, le Dr Allastair Clayton, dont l'organisme fut souvent pris à partie. Sans mettre son poste en jeu, il a fait part de son intention d'exprimer, aujourd'hui, tout au moins ses sentiments personnels dans un geste « d'empathie » envers tous ceux qui sont désemparés face au cruel virus.

### Homophobie

Par ailleurs, le gouvernement

créditiste du premier ministre Van Delzam, de la Colombie-Britannique, n'a pas non plus été épargné, étant accusé d'homophobie.

Judith English, de Vancouver, a signalé que ce gouvernement refuse de subventionner les trois organismes communautaires de la province engagés dans la lutte au sida. En outre, contrairement à ce qui se fait au pays, l'AZT vient d'être soustrait de la liste des médicaments gratuits dans cette province.

Elle a aussi fait état de l'émergence d'un climat « corrosif » d'homophobie et de violence anti-homo-

sexuelle et du harcèlement croissant dont sont victimes des groupes de gais et de lesbiennes, particulièrement à Vancouver.

Enfin, la timidité du gouvernement Bourassa et de la ministre de la Santé et des services sociaux, Mme Thérèse Lavoie-Roue, dans ce dossier de plus en plus controversé, a été aussi pointée du doigt, en séance plénière, par un participant montrealais. L'un des experts, Guy Rouleau, de la métropole, s'est demandé si le gouvernement québécois n'avait pas au fond peur de « salir » son image avec la question du sida.

Gouvernement du Québec  
Commission des normes du travail

**La fête de Dollard ou la fête de la Reine**

La fête de Dollard ou la fête de la Reine est un jour férié.

En vertu de la Loi sur les normes du travail, la fête de Dollard, ou la fête de la Reine est un jour férié pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du Québec.

Que vous travailliez à temps complet ou à temps partiel, vous pouvez donc normalement bénéficier d'une journée de congé payé, si vous avez 60 jours de services continu chez le même employeur.

**Renseignements**  
Vous pouvez obtenir plus de renseignements ou porter plainte en vous adressant au bureau de la Commission des normes du travail de votre région.

BAIE-COMEAU (418) 589-9931 MONTREAL (514) 873-7061  
HULL (819) 771-8258 QUÉBEC (418) 643-4940  
JONQUIÈRE (418) 695-1940 ROUYN (819) 782-0887  
LÉVIS (418) 833-6194 SHERBROOKE (819) 565-0441  
MATANE (418) 562-2010 TROIS-RIVIÈRES (819) 374-4661

Québec

**MANNEQUIN**  
Place Québec

**GRANDE VENTE**  
4 JOURS SEULEMENT

**GROUPE DE BLOUSES**  
Valeurs de 90\$ à 160\$  
**59\$ à 89\$**

**GROUPE DE JUPES**  
Valeurs de 100\$ à 150\$  
**69\$ à 79\$**

Toutes ventes finales

**Salde**  
commençant aujourd'hui

**IMPERS et TAILLEURS**  
Rabais de  
**30% à 50%**

Une sélection de  
**VÊTEMENTS D'ÉTÉ**  
Anastasia  
**30%**

**Salon Jade**  
PLACE LAURIER  
(mail nord)

20% de rabais sur présentation de ce coupon

**012 benetton**

Opération Enfant Soleil  
Le téléthon pour les enfants malades

Benetton versera 2,00 \$ par coupon à l'Opération Enfant Soleil.

Place Ste-Foy Place de l'hôtel de ville

LA NATURE EN VILLE

**Le JARDIN MOBILE**

SÉRIE EN VIGUEUR JUSQU'AU 21 MAI 88

FLEURS annuelles et vivaces

<b>SALADE EN POMME</b> Grosneur # 24, très gros Qualité supérieure <b>45¢</b> chacune	<b>BROCOLI</b> Produit États-Unis Grosneur # 14 <b>75¢</b> chacun	<b>CHAMPIGNONS</b> Blanc, frais de l'Ontario <b>95¢</b> chopine
<b>ORANGES SUNKIST</b> SANS NOYAUX Grosneur # 113 <b>2.25\$</b> cello 10	<b>PATATES NOUVELLES</b> Produit de Floride Sac de 5 lb <b>1.75\$</b> sac 5 lb	<b>CHOU-FLEUR</b> Grosneur # 12, très gros Produit États-Unis <b>1.25\$</b> chacun
<b>BLÉ D'INDE</b> Produit de Floride <b>25¢</b> chacun	<b>TOMATES ROUGES</b> Produit de Floride Grosneur 6 x 6 Préemballées <b>85¢</b> livre	<b>CONCOMBRE ANGLAIS</b> Grosneur moyen Des serres du Québec <b>85¢</b> chacun
<b>ÉPINARD</b> Produit États-Unis <b>95¢</b> cello	<b>ARTICHAUTS</b> Grosneur # 60 <b>3/95¢</b>	<b>ASPERGES FRAÎCHES</b> Grosneur standard <b>1.55\$</b> livre
<b>PAMPLEMOUSSE ROSE</b> Indian River Très gros # 32 <b>55¢</b> chacun	<b>POIRES PACKAM</b> Grosneur # 120 Mûres à point <b>95¢</b> livre	<b>JAMBON CUIT</b> Hygrade <b>2.45\$</b> livre

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Estien 418-842-3084 CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 418-627-0344 SAINTE-FOY 3440, rue de la Pérade 418-657-7717 NEUFCHÂTEL 9210, boul. L'Ornière 418-842-0909 LÉVIS 51, route Kennedy 418-835-5526 BEAUPORT 344, Seigneuriale 418-661-7997

FRUITS · LÉGUMES · CHARCUTERIE · FROMAGES · PAIN · PÂTISSERIES · VINS

LE JARDIN MOBILE INCORPORÉ  
ÉTABLI EN VILLE DEPUIS 1977

Spéciaux en vigueur jusqu'au 21 mai 1988 ou jusqu'à épuisement des stocks

# Wayagamack s'élève contre la façon d'agir du groupe Greenpeace

♦ TROIS-RIVIÈRES (PC) — Le directeur de l'usine Wayagamack, de Trois-Rivières, M. Claude Janelle, s'est dit tout à fait d'accord, hier, avec les buts poursuivis par le mouvement écologique Greenpeace relativement à la protection de l'environnement. « Mais, a-t-il précisé, nous différons totalement quant aux moyens d'agir. Eux préfèrent le spectacle, nous nous préférons avoir des études concrètes et concluantes en mains pour agir efficacement et pour éliminer ou réduire les matières polluantes. »

M. Janelle a expliqué que l'action du navire Beluga, lundi après-midi, visait évidemment à éveiller l'opinion publique à la pollution provenant des papeteries. Il note toutefois que les gens de Greenpeace se sont

abstenus de faire état publiquement de tous les efforts que Consolidated-Bathurst a consentis depuis plusieurs années pour faire face à ce problème.

Il a soutenu que la compagnie ne pouvait certes pas être accusée de négligence en matière de pollution. « Autrefois, les écorces étaient rejetées massivement à la rivière et dans le fleuve alors que maintenant, elles sont récupérées pour chauffer certaines machines de l'usine. » M. Janelle a ajouté que plusieurs millions de dollars avaient été investis, il y a quelques années, pour disposer des déchets solides.

« Nous avons aussi réglé le problème des BPC en éliminant cette matière de toutes nos installations électriques », souligne-t-il, en faisant

remarquer que la question des dioxines s'apparente à celle des BPC. « Il y a cinq ou six ans, personne ou presque ne savait vraiment quoi faire avec les BPC; tous disaient que c'était nocif, mais personne ne savait quoi faire efficacement. Aujourd'hui, dit-il, la situation est la même avec les dioxines. On nous dit que ce sont des matières hautement toxiques, mais aucun moyen vraiment efficace n'existe encore pour les éliminer. Dès que la solution sera trouvée, Consolidated-Bathurst agira comme pour les BPC. »

M. Janelle a enfin rappelé que Consolidated-Bathurst s'appropriait à investir quelque \$4,7 millions, à compter de l'automne, pour réduire les émissions atmosphériques des cheminées de l'usine. ●



Lundi après-midi, le mouvement Greenpeace était de passage dans la région de Trois-Rivières pour y prélever des échantillons d'eau près de l'usine Wayagamack.

## JEUDI, VENDREDI ET SAMEDI 3 JOURS SEULEMENT!

### ACCESSOIRES POUR FEMME

**BIJOUX DE PERLES  
D'EAU DOUCE OU  
DE CULTURE**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE  
25\$ À 2 000\$

Bijoux haut de gamme, rayon 233.

**BIJOUX EN OR 10K  
ET 14K**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 30\$  
ET PLUS

Bijoux en or, rayon 234.

**BIJOUX EN ARGENT  
STERLING ET  
PIERRES  
SEMI-PRÉCIEUSES**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 8\$ À 125\$

Bijoux haut de gamme, rayon 233.

**BIJOUX MODE**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 5\$  
ET PLUS

Bijoux mode, rayon 236.

**MONTRES MODE**  
● SWATCH ● GUESS  
● SUNG SPORT ●  
● BENETON  
ÉTIQUETÉES AU PRIX  
ORDINAIRE DE 60\$  
ET PLUS

Le choix varie selon les magasins.  
Montres, rayon 232.

**COFFRETS À BIJOUX**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 9,99  
ET PLUS

Maroquinerie, rayon 215.

**FOULARDS**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE OU AU PRIX  
DE SOLDE DE 1,49  
ET PLUS

Accessoires pour femme, rayon 201.

**ACCESSOIRES  
POUR LES  
CHEVEUX**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 1,99  
ET PLUS

Accessoires pour femme, rayon 201.

**LUNETTES DE  
SOLEIL**  
ÉTIQUETÉES AU PRIX  
ORDINAIRE DE 12\$  
ET PLUS

Accessoires pour femme, rayon 201.

**CEINTURES**  
ÉTIQUETÉES AU PRIX  
ORDINAIRE DE 12\$  
ET PLUS

Accessoires pour femme, rayon 201.

ACHETEZ-EN UN  
ET OBTENEZ LE  
DEUXIÈME À

# 50% DE RABAIS

ACHETEZ L'UN DES ARTICLES  
À PRIX ORDINAIRE  
ANNONCÉS SUR CETTE PAGE  
ET OBTENEZ UN SECOND  
ARTICLE D'ÉGALE OU DE MOINDRE  
VALEUR (PROVENANT  
DU MÊME GROUPE) À LA MOITIÉ  
DU PRIX.

**SACS À MAIN**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE:  
VINYLE 15\$ ET PLUS  
CUIR 30\$ ET PLUS

Sac à main, rayon 210.

**PANTOUFLES**  
ÉTIQUETÉES AU PRIX  
ORDINAIRE DE 6\$  
ET PLUS

Bas, rayon 225.

**OMBRES À  
PAUPIÈRES DE LUXE**  
COFFRET DE 16  
OMBRES À PAUPIÈRES  
AVEC MIROIR  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 12,50 CH.

Produits de beauté, rayon 240.

**MIROIRS À  
MAQUILLAGE**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 6,95 CH.

Produits de beauté, rayon 240.

**COLLANTS FINS**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 1,79  
À 12\$

Excluant Paquet Valeur du rayon 829.  
Bas, rayon 225.

**ACCESSOIRES  
ÉTIQUETÉS À PRIX  
ORDINAIRE POUR  
JEUNE FILLE**  
COMPREND: BIJOUX, SACS  
À MAIN, CEINTURES,  
ACCESSOIRES POUR LES  
CHEVEUX ET FLEURS

Accessoires pour jeune, rayon 290.

### SPÉCIALEMENT POUR LUI

**CHEMISES SPORT  
ET TEE-SHIRTS EN  
TRICOT**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 15\$ ET PLUS  
● CARDIN  
● LEO CHEVALIER  
● GRANDSLAM  
● RENDALE ● ARROW  
● SOUTH CHANNEL  
● NORTHERN SPIRIT  
ET PLUS ENCORE

Chemises sport et tee-shirts, rayons 350  
et 351.

**TOUS LES HAUTS  
DE LA BOUTIQUE  
317**  
ÉTIQUETÉS AU PRIX  
ORDINAIRE DE 19,99  
ET PLUS POUR  
JEUNE HOMME

Mode pour jeune homme, rayon 317.

### ACHATS EN MAGASIN SEULEMENT

On peut se fier à la Baie pour faire des emplettes amusantes

La Baie, Galeries de la Capitale, ouvre  
exceptionnellement ses portes à 8h30.

la  Baie